

Depuis la parution du dernier et premier numéro de Nantes Nécropole, il y a 2 ans, la lutte contre l'Aéroport de Notre Dame des Landes à pris de l'ampleur. Les tournées d'informations ont continué au delà des frontières françaises et les moments de rencontres sur la ZAD se sont multipliés. Tandis que les failles juridiques n'ont cessé d'être recherchées et exploitées les occupations sur le terrain se sont poursuivies. De nombreux moments de résistances collectives ont eu lieu sur la zone ou lors d'actions à l'encontre des porteurs du projet. Des manifestations ce sont déroulées un peu partout, sur la ZAD mais également à Nantes et au delà. Pendant ces 2 ans, les militant-es de tout bords ont chacune, à leur manière, popularisé la lutte en multipliant les rencontres, en renforçant les liens, en portant la lutte là où cela semblait pertinent. C'est tout cela qui, à l'automne dernier, le jour où l'Etat a décidé d'expulser manu-militari des occupant-es, généra une réaction aussi forte. Tandis que la résistance sur le terrain a fait plus qu'embourber la préfecture, ses militaires et ses policiers, partout en France, et au delà, des actions ont eu lieu et des collectifs de soutien se sont montés. Ceci donna lieu à un foisonnement de solidarité: actions, matériel, nourritures, financière, et tant d'autres... Aujourd'hui ce sont plus de 200 comités locaux qui existent, pas une semaine ne se passe sans qu'une action contre l'Aéroport n'ait lieu, la ZAD n'a jamais été autant habitée et aujourd'hui imaginer l'abandon du projet devient possible.

Dorénavant trop de choses se passent à trop d'endroits différents pour arriver à en faire une synthèse. Des sites comme zad.nadir.org, ainsi que le site acipa.free.fr peuvent permettre d'avoir un petit aperçu de ce qui se passe et s'est passé ces derniers temps. Beaucoup de textes, d'analyses et de récits, ont été écrits sur la lutte. C'est pourquoi vous ne trouverez pas dans ce numéro, déjà très (trop?) conséquent, d'article spécialement consacré à la lutte contre l'Aéroport ou à ce qui se passe sur la ZAD. De plus, il nous semblait toujours très important de garder à l'esprit que ce projet d'Aéroport n'est qu'une petite partie, un symptôme, d'un projet beaucoup plus grand: celui de la métropole Nantes-St-Nazaire engagé dans la compétitivité territoriale induite par le capitalisme mondialisé. Ainsi, le projet d'aéroport concerne tout autant les personnes qui vivent sur la ZAD, à Nantes ou ailleurs. C'est dans ce but que, depuis bientôt un an, le Collectif Nantais Contre l'Aéroport (CNCA), rallie les nantais-es en organisant le dernier Samedi de chaque mois une manifestation à Nantes. Nous vous invitons à nous rejoindre. ■

Parce que se faire aménager ici ou là-bas profite toujours aux mêmes, unissons-nous !

**Contre l'Aéroport et son monde,
Non à la métropole !**

DEPUIS LE DERNIER NANTES NÉCROPOLE...

2011		I N S T A L L A T I O N S . . .
Manif. d'occupation du Sabot	mai 07	
Festages et actions de résistance	Juin	
manifestation à l'aéroport Nantes-Mauléon	JUILLET	
Occupation du square Neiceur	SEPT.	
2012		
Manifestation contre l'aéroport à Nantes	Mars 24	
Grève de la faim 2 agriculteurs et 1 Elue	Avril	
Enquête sur l'eau	Juin	
Grand rassemblement contre les projets inutiles	JUILLET AOÛT	
Debut des expulsions et de l'occupation policière	OCTOBRE	
Manif de reoccupation	17 NOV.	
Manif contre l'aéroport à Nantes	24 NOV.	
Rencontre des comités locaux	15-16 DEC.	
lancement de la "commission du dialogue"	21 DEC.	
festi-zad	5-6 JANVIER	
Sème ta ZAD	13 AVRIL	
Rencontre des comités locaux	14 AVRIL	
* liste subjective		EXPULSIONS
		Présence policière

La verditude du parpaing

Le nature en ville, n'est-ce pas un des arguments de vente de la métropole nantaise ? Se glorifiant de savoir préserver les espaces naturels au sein même de la cité (à grand coup de zone Natura 2000 notamment). Parmi les critères d'évaluation du prix Capitale Verte Européenne, la commission a entre autres apprécié le fait que chaque nantais habite à maximum 200 mètres d'un espace vert. Un point de plus dans le brouhaha autour de cette prétendue verditude de Nantes Métropole. D'ailleurs, est-ce la ville de Nantes ou la Métropole qui a reçu le prix ? Les comptes rendus de la commission restent vagues et cela arrange tout le monde. Et puis après tout sur les 52 336 hectares des 24 communes de la communauté urbaine n'y a-t'il pas 62% d'espaces verts ? 62% ! Rendez-vous compte comme notre agglo est verte... Et hop ! De la nature en ville nous venons de passer à la ville dans la campagne, ni vu, ni connu, comme c'est adroit.

Le discours qui consiste à gommer les aspérités du rapport ville-campagne, ne peut cacher la réalité de l'envahissement de la métropole. Même si celle-ci se disperse il n'en reste pas moins que nous assistons à la destruction d'espaces de nature et de vie au profit d'un scénario imposé et tristement périurbain.

Cette campagne environnante est bel et bien perçue comme un « réservoir »¹ d'air et de nature... En ces temps de green washing la nature se vend décidément très bien. En tout cas mieux que la construction périurbaine ou l'étalement urbain. Le néo-rural ne s'installe pas dans la banlieue nantaise (ou toulousaine) mais dans la campagne autour, une belle campagne naturelle, de caractère, taillée toute sur mesure pour les besoins des citadins... Par quelle prétention peut-on vendre du naturel alors que nous le détruisons dans le même temps ? Les exemples affligeants ne manquent pas autour de Nantes, passons la blague de l'éco-quartier construit sur les terres maraîchères à la Bottière (reconstruction d'une rivière « naturelle ») et louchons sur les forêts-urbaines (Z.A.C. Des Hauts de Couëron, Forêts sud-ouest à Bouguenais). Concept de destruction-reconstruction de la nature : la forêt urbaine est selon Nantes Métropole² « un nouveau type d'espace public » ce projet consiste à « maintenir et développer [...] des espaces boisés et bocagers ». En résumé, je te détruis un bocage mais je te fais aussitôt replanter, par des enfants, une forêt au milieu des hangars d'entreprise, et j'oblige les même entrepôts à cacher leurs parkings derrière des haies « bocagères »... Tout cela pour mettre à l'abri ces terres de

futures pressions immobilières... Cherchez l'erreur. Le discours dominant explique que cette volonté affichée de maîtriser le naturel est inévitable si l'on ne veut pas que l'étalement de la grosse ville ne se fasse au détriment total des campagnes. Parce que la grosse ville doit grossir c'est dans la logique de croissance perpétuelle, et puisque nous attirons ses futurs habitants avec des arguments tels que le « bon vivre nantais, ville à taille humaine... proche de la nature, blablabla ». La boucle est bouclée.

Seulement dans ce panorama de guingois qu'on nous vend, où zones naturelles et agriculture vivent en bonne entente avec l'urbanisation galopante, il est des choses que le ON maîtrise moins. Ainsi, par exemple, à vouloir trop attirer



¹ Nantes Métropole, Hors séries Ma Ville Demain, Février 2013
² Nantes Métropole, Hors séries Ma Ville Demain, Février 2013

les populations aisées, un autre phénomène gênant est apparu : l'utilisation récréative des terres destinées à l'agriculture (mise en place de Périmètre de protection de l'agriculture et des espaces naturels par les PLU). Les agriculteurs se trouvent privés de terres par les propriétaires qui préfèrent louer les terrains aux haras et autres éleveurs de chevaux (moins soumis aux baux agricoles qui sont plus contraignants). Que ces derniers aient ou non le statut agricole la concurrence est rude et réduit la surface de terres cultivables ou paturables. Et ce phénomène dépasse les limites de la métropole puisque la communauté de communes d'Erdre et Gesvres se trouve également confrontée au problème³. Le retour de bâton est donc au rendez-vous avec ses contradictions... La ville n'est pas la campagne, le mythe d'un monde rural voisin au service des besoins agricoles, de loisirs (golf, lac-base de loisir, etc... de la « ville mère » a des limites.

Malgré le costume de métropole modèle dont se revêt à l'occasion l'utopie nantaise, son impact sur les territoires alentours est aussi néfaste que n'importe quel centre urbain avide d'expansion. L'idée même de la métropolisation tient dans cette volonté de maîtriser et d'articuler les zones péri-urbaines autour de la « ville-mère ». Centre qui prétend devenir pôle rayonnant de SON territoire (la communauté urbaine, le département et même la région, cf le concours PDL 2040 du Conseil Régional), les zones adjacentes étant priées de se mettre au pas et aux petits oignons de son développement et de ses besoins. Concrètement les villes et villages après avoir été vidés il y a quelques années de leurs vies et activités par la « grande-ville » se voient aujourd'hui miraculeusement sauvées par le prétendu dynamisme de celle-ci, victimes et faire-valoirs à la fois.

La première vague du grossissement périurbain date des années 75-82, simultanée à la désertion (économique et d'habitat) des campagnes plus ou moins proches des centres urbains. Une seconde période est identifiée à Nantes, allant de 1999 à 2007 où la périurbanisation a connu un nouvel essor⁴ (190 000 nouveaux logements sur cette période).

Plus récemment c'est un accroissement de la population dans les bourgs plus éloignés que l'on peut constater (depuis 1999 se sont les communes situées à 30 km de Nantes qui « bénéficient » de l'augmentation de leur population⁵), ce phénomène dit de rurbanisation contribue cependant au grignotage des espaces agricoles. Si la périurbanisation s'entend par l'articulation de nouvelles tentacules urbaines dans l'espace autour de la « ville-mère », insinuant ainsi que ses habitants gardent un mode vie relativement urbain, le phénomène de rurbanisation induit plutôt l'installation des ménages dans des zones qui seraient à priori moins aptes à répondre aux besoins des urbains. Il reste cependant que pour les communes avoisinant la métropole la construction de l'habitat reste le pari le moins risqué, les nouveaux arrivant paieront leurs impôts locaux « eux ! » (ce qui est moins sûr des entreprises). En effet si dans la zone périurbaine l'extension des zones industrielles est certaine, elle l'est moins dans les bourgs les plus éloignés, d'où les flux migratoires journaliers des zones dortoirs du département aux zones de travail (l'espace rural rassemble 37 % des nouveaux habitants, accueille seulement 19 % des nouveaux emplois, pour l'année 2010)⁶.

Pour résumer, venez vivre à Nantes Métropole ! Son cadre de vie, sa campagne vous tendent ses bourgeons, vous dormirez ici, vous travaillerez là-bas, et vous vivrez dans votre voiture... La nature vous la verrez au delà du pare-brise et c'est déjà pas mal ! ■

NANTES CAPITALE?



³ Article de Cécile Rialland sur :

http://www.projetsdepaysage.fr/fr/usages_recreatifs_et_agriculture_en_espace_periurbain_au_nord_de_nantes

⁴ Insee pays de la Loire, Oct 2010, n°38, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/dossiers/dossier38/dossier38.pdf

⁵ Loire atlantique : une attractivité qui profite de plus en plus aux communes rurales, CCI Nantes -St-Nazaire, 2006 http://nantessnazaire.cci.fr/media/CCI44/documents/demographie_44_Juin2006.pdf

⁶ Insee pays de la Loire, Oct 2010, n°38, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/dossiers/dossier38/dossier38.pdf

Les critères du label ou les petits arrangements avec l'écologie

Nantes, ville verte ? Les pouvoirs en place vont essayer de nous en convaincre. Avec l'élection de la métropole nantaise au label européen de capitale verte, nous allons, durant une année qui s'annonce bien longue, être matraqués jusqu'à la nausée par cette propagande. La question demeure pourtant encore : par quelles entourloupes, l'avancée du projet de métropolisation de la région nantaise à coups d'accélération sans précédent du bétonnage, d'étalement urbain et d'augmentation de la circulation automobile – sans même évoquer la question de Notre-Dame-des-Landes – a-t-elle pu déboucher sur l'obtention d'un tel label ? Pour comprendre cette manipulation qui se pare d'une auto-satisfaction écœurante, tentons donc de revenir ici sur la manière dont ce label a été décerné à Nantes.

Un dossier publicitaire d'une ville de cadres heureux les pieds dans l'herbe

Créé en 2006 par la Commission Européenne, le label « Capitale verte européenne » est décerné chaque année à une ville qui « montre sa capacité à atteindre des objectifs environnementaux élevés », qui « s'engage dans des objectifs permanents et ambitieux pour améliorer l'environnement et le développement durable » et « peut agir comme un modèle pour inspirer d'autres villes et promouvoir les meilleures pratiques environnementales ». Voilà pour les objectifs et le bla-bla officiels. Donc, un prix attribué au regard des politiques publiques qui sont évaluées par rapport à « des objectifs environnementaux élevés » etc.

Plus concrètement, les villes candidates sont évaluées sur la base de douze indicateurs qui passent de la contribution locale à la lutte contre le réchauffement climatique planétaire, au transport public et autres items alléchants¹. Certain-e-s imaginent déjà peut-être une série d'experts déboulant dans les villes et institutions candidates pour mesurer in-situ ce qu'il en est : mener une enquête à la fois minutieuse et

globale, histoire de s'assurer de la réalité des choses. C'est sans doute un peu trop en demander à la logique technocratique européenne. Ici, pas d'enquête de terrain, mais un simple dossier présenté par les villes candidates à partir duquel les experts européens mesurent la conformité du dossier – à défaut de voir les choses en vrai – avec leurs 12 critères². À vrai dire, on est plus proche ici d'une sorte de concours sur dossier où il s'agit pour les villes candidates de se montrer sur leur 31 verdoyant. Un concours de beauté à la sauce techno-écologie en réalité.

Présenter un dossier que l'on instruit soi-même a l'avantage d'éviter les sujets qui fâchent : telle est la première entourloupe que permet ce mode d'attribution du label. Ainsi, le projet, pour le moins douteux d'un point de vue environnemental, du nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Alors qu'il est inclus dorénavant dans la propagande de la métropole nantaise sur le label capitale verte³, le projet d'aéroport n'apparaît nulle part dans le dossier de candidature. Les membres du jury ont été mis au courant de ce projet par les seules actions de réclamations posées auprès de ces derniers par des opposants au projet⁴.

¹ Il s'agit du climat, des transports, des espaces verts, de la biodiversité, de l'utilisation des sols, de la qualité de l'air, de la gestion des déchets, de la pollution sonore, de l'eau, de la communication, de l'assainissement, et du management environnemental. « Chaque indicateur est noté en fonction des résultats atteints, des mesures prises et des engagements contractés à court et à long terme. »

² C'est ainsi que Karl Falkenberg, directeur de l'environnement à la Commission européenne et président du jury n'est venu à Nantes en juillet 2012 qu'une fois le prix décerné, histoire de goûter les petits fours nantais. On imagine que la visite de Nantes qu'on lui a concocté n'a pas dû passer par le périphérique le matin un jour de semaine ni par la ZAD.

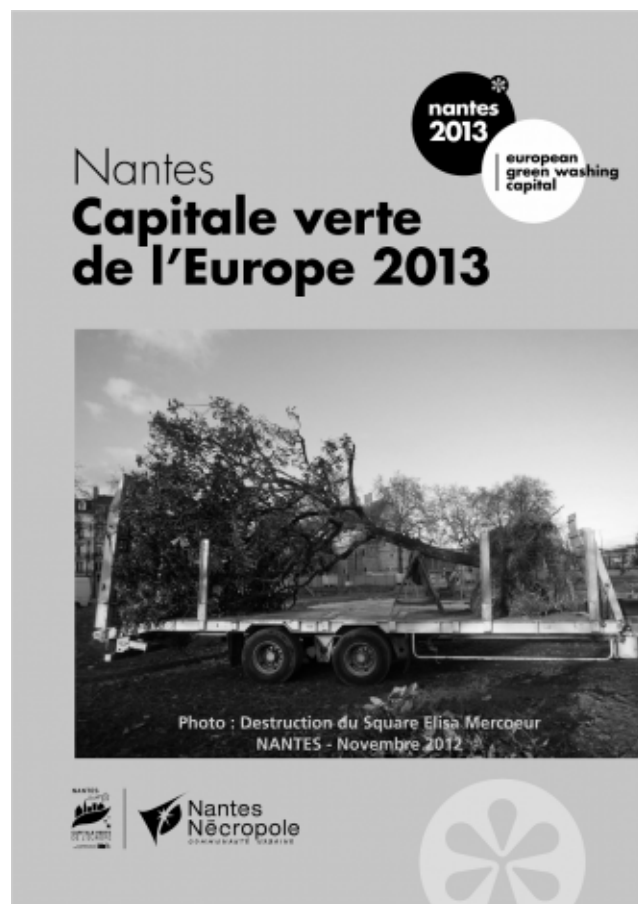
³ Voir le numéro de Nantes Métropole de janvier 2013 où célébration du label capitale verte et propagande sans retenue sur le projet d'aéroport NDDL sont juxtaposés finement.

⁴ Voir à ce sujet : Nantes, capitale de la verte embrouille, La lettre à Lulu n°71, Avril 2011. Voir également, l'interview gênée de Marie-Hélène Mareille, chargée du programme capitale verte à la Commission Européenne sur cette question : <http://www.la-frap.fr/content/nantes-capitale-verte-europeenne-2013-vs-aeroport-notre-dame-des-landes-4643>

Un aéroport essentiel pour la survie économique de la métropole ? C'est ce qu'on nous baratine à longueur de journée. C'est ce qu'on baratine un peu moins quand il faut passer pour une « ville verte ». Et pour cause...

Seconde entourloupe du dossier présenté aux jurys du label : une présentation esthétisante et toujours avantageuse de la réalité de la vie nantaise. Lorsque l'on parcourt le dossier présenté par Nantes Métropole⁵ pour l'obtention du label, hormis des tableaux⁶ aussi passionnants qu'un discours de Jean-Marc Ayrault, la métropole nantaise apparaît sous un jour que l'on connaît ici trop bien pour qui feuillette par égarement la propagande des institutions locales : l'impression d'un monde merveilleux composé uniquement de cadres détendus en week-end. Pas d'images des bouchons matinaux qui saturent la périphérie et les voies d'entrée et de sortie de la ville, pas de gueules éteintes de salarié-e-s exténué-e-s après leur journée de travail, ou encore d'une police omniprésente ou d'agents de la TAN contrôlant une famille rom. Pas non plus de vastes zones commerciales en tôles ondulées et couleurs criardes qui enserrant un centre-ville trop propre sur soi, pas de terres agricoles gangrénées par de jolis éco-quartiers ni d'ouvriers en grève devant leur usine délocalisée. Non. Que de beaux immeubles neufs à la sauce « archis » aux bardages bois ou en couleurs bariolées qui peignent toutefois à cacher le béton omniprésent, des transports en commun qui circulent dans une ville sans voiture et de belles rivières éclairées romantiquement par quelques œuvres d'art égarées. À Nantes, c'est tous les jours Dimanche : le monde merveilleux des urbanistes IKEA, de Vinci et autres Bouygues en somme.

Bref, ce dossier où la métropole nantaise se fait un peu trop jolie est avant tout un travail de publicitaires – pardon, de communicants – mélangeant tableaux colorés, graphismes aériens et images alléchantes de la ville pour construire une vitrine verte – et détendue – de la ville candidate. Pour ce faire, on ne lésine pas avec les moyens : comme l'affirme promptement Roman Dantec⁷, Nantes Métropole a embauché une personne « six mois de travail à plein temps (...),



rien que pour monter le dossier ». Il s'agissait en effet de ne pas « courir le risque de Bordeaux qui l'année précédente, avait récolté une note de 0 sur 15 au chapitre du climat, faute d'un dossier bien ficelé⁸ ». Et tout nantais-e connaissant bien la capacité des institutions publiques locales à placarder leur propagande un peu partout en ville dès la mise en œuvre de la plus petite nouvelle idée, on ne peut s'étonner que ce soit d'abord là-dessus que le succès de la candidature nantaise s'est joué. En témoigne une étude de l'Agence Urbaine de Lyon analysant pour son propre compte la pertinence à postuler à ce label pour les années à venir : « Le dossier de candidature, esthétiquement très soigné et volontairement plus communicant que ceux des lauréats précédents fut déterminant dans la nomination de Nantes. Ce précédent augure sans aucun doute du mètre-étalon auxquels devront se référer les candidats des prochaines sessions »⁹. Quand la politique se résume à de la communication, une spécialité nantaise reconnue ici...

⁵ Consultable ici : <http://ec.europa.eu/environnement/europeangreencapital/winning-cities/2013-nantes/index.html>

⁶ Nous reviendrons ci-dessous sur l'importance de cette lecture par indicateur des questions environnementales

⁷ Vice-président de Nantes métropole chargé des questions environnementales jusqu'en 2011 puis récompensé depuis par une place toute chaude et bien confortable de sénateur PS-EELV.

⁸ Place Publique n°37 Janvier-Février 2013, p.7 et 8

⁹ Grand Lyon, capitale verte de l'Europe ? Compte-rendu Repère européens. Rencontre du 7 juillet 2011, Agence d'Urbanisme de Lyon, p.6. .

Une lutte contre la crise climatique réduite à une série d'indicateurs chiffrés

Devant ce fantasme d'une ville verte, on finirait presque par oublier que l'idéologie du productivisme et de la croissance illimitée domine toujours tant chez les socialistes que chez les élus d'EELV et qu'elle nous a mené à une situation un peu tendue au niveau écologique. Pour le dire plus directement, on a quand même un peu le feu aux fesses : l'évolution de la situation est pire que les plus mauvaises prévisions initiales¹⁰. Les dernières prévisions tablent pour un réchauffement au cours du XXIème siècle de l'ordre du 4°C, les experts n'osant même plus imaginer les conséquences d'un tel réchauffement¹¹. On n'évoquera même pas ici la mort des sols, la pollution de l'eau ou la raréfaction des énergies fossiles et métaux rares.

Sans doute pour ne pas effrayer le bon peuple, les pouvoirs en place ont dès 1990 cherché à neutraliser les informations catastrophiques produites par les scientifiques et autres climatologues. C'est dans ce contexte qu'émergea la notion de Développement Durable. La Convention de Rio de 1992 consacra cette notion très discutable et discutée en privilégiant l'approche gestionnaire aux dépens d'une vision plus critique et globale des questions environnementales¹². Ou comme le dit Hervé Kempf, « la victoire de l'idéologie croissanciste sur l'approche écologiste »¹³. Ainsi, derrière les belles formules publicitaires du « DD », il s'agit en réalité d'intégrer des dimensions environnementales à la logique économique dominante pour s'assurer de sa perpétuation. L'utilisation de cette notion de Développement Durable s'est accompagnée d'une restriction de la lutte contre la crise écologique à la seule « obsession du contrôle et de la limitation des gaz à effet de serre »¹⁴. Depuis, ce processus n'a depuis fait

que se renforcer avec les accords de Kyoto (période 2007-2012) notamment par la mise en place des Agenda 21¹⁵ et dans leur application nationale¹⁶. Il n'est pas besoin ici d'une nouvelle entourloupe : cette vision réductrice de l'écologie et cette nov-langue écolo sont partagées tant par les technocrates de Bruxelles que par ceux de Nantes Métropole.

Localement, on retrouve cette vision au travers du Plan Climat¹⁷ mis en œuvre par la ville de Nantes à partir de 2008¹⁸ sous la houlette des élus Verts. Et c'est sans surprise que l'on retrouve ces mêmes élus verts, notamment Ronan Dantec, pleinement investis dans l'obtention du label Capitale Verte Européenne. Ils partagent en effet cette approche des problèmes environnementaux qui sert de philosophie à ce label décerné à Nantes. Et c'est bien pratique car cette réduction des gaz à effet de serre, on va pouvoir la mesurer, la quantifier, mener des politiques publiques adéquates au moyen d'indicateurs nombreux et variés : réduction du CO2 produit par les bâtiments publics, taux de développement des transports publics locaux, nombre d'espaces verts préservés ou construits, taux d'une gestion « propre » des déchets, ... On retrouve ici les 12 indicateurs qui ont servi à évaluer les villes participantes au label.



nantes 2013 european greenwashing capital

"HAPPY GREEN YEAR !"

Bravo à tous les bétonneurs, élus, magistrats, flics, ...

En 2013, Nantes est Capitale verte de l'Europe.

¹⁰ Selon une dépêche de l'AFP du mercredi 3 avril 2013, « le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, pour la première fois en visite à Monaco, a estimé qu'il serait « bientôt trop tard » pour sauver l'environnement de la planète si on ne mettait pas en place un « instrument contraignant » d'ici à 2015. » Voir : <http://www.reporterre.net/spip.php?article4065>.

¹¹ Pour mesurer cet impact, rappelons seulement que le GIEC estime que 20-30% des espèces seront exposées à un risque accru de disparition si la température augmente de 1,5 à 2,5 degrés. Si ce chiffre devait atteindre 3,5, le pourcentage grimperait à 40-70%.

¹² Depuis ce sommet de Rio, Le Développement Durable se définit désormais par trois « Piliers » qu'il s'agit de concilier ensemble : le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement.

¹³ Le Monde daté du 24 juin 2012

¹⁴ Comment l'écologie a saisi les villes, idem, p. 26.

¹⁵ Au niveau européen, la stratégie définie en 2006 quant au Développement Durable se construit sur 11 indicateurs dont le premier est le « taux de croissance de PIB par habitant » indiquant clairement la domination du modèle productiviste et « croissantiste » dans la notion de Développement Durable, le second étant « les émissions des gaz à effet de serre ».

¹⁶ Ainsi, l'objectif principal des gouvernements français tend à se résumer à une réduction de 50% de l'émission des gaz à effet de serre d'ici 2050.

¹⁷ « Fin 2008, Nantes Métropole a signé la Convention des Maires, une initiative portée par la Commission européenne qui engage les collectivités européennes signataires à réduire de 20% les émissions de CO2 sur leurs territoires, par une meilleure efficacité énergétique et l'utilisation et la production d'une énergie moins polluante. », issu du site <http://www.nantesmetropole.fr>

¹⁸ Objectifs qui ne seront vraisemblablement pas atteints en raison de coupes budgétaires comme le prévoit prudemment dans une interview à Télé Nantes Christophe Lachaise, chroniqueur Développement durable à Ecopôle. Rappelons que ce « Plan Climat » a été un des atouts majeurs dans l'élection de Nantes au label Nantes capitale verte, <http://www.telenantes.fr/Carrefour-de-l-info/2012/07/Carrefour-de-l-info2/Nantes-Capitale-Verte-europeenne-en-2013>.

NANTES



Des indicateurs sujets à discussion

Cette approche désormais hégémonique de l'écologie pose pourtant deux problèmes principaux : d'une part, elle contribue à évacuer les questions de fond qui sont à l'origine de la dégradation écologique. D'autre part, l'utilisation des indicateurs chiffrés porte toujours à interprétation, voire à manipulation. Deux nouvelles arnaques, celles-ci sûrement plus insidieuses.

Commençons par aborder la seconde, celle concernant l'utilisation des indicateurs. Dans les documents relatant la victoire héroïque de Nantes à l'obtention de ce label, le succès est dû, nous dit-on, au premier chef à son action sur le changement climatique. Celui-ci se traduit donc par la mise en place d'un Plan Climat à partir de 2008 visant à réduire de 25% les gaz à effet de serre en 2025¹⁹. Donc supérieur à ce que prévoit le protocole de Kyoto. « Bravo ! » serait-on tenté de dire... Au détail près que ce Plan Climat comme son nom le suggère est à venir. Et rien n'est moins sûr qu'on atteigne les objectifs affichés. Ainsi, lors d'une interview à Télé

Nantes, Christophe Lachaise, directeur d'Eco-pole, institution pourtant très proche du pouvoir socialiste, affirme tranquillement que ces objectifs ne seront vraisemblablement pas atteints en raison de coupes budgétaires²⁰. Il faut dire que dans la doxa socialiste, il y a les choses sérieuses, l'économie – libérale s'entend – et puis il y a l'écologie, sorte de cerise sur le gâteau qu'on peut mettre sous le boisseau en cas de crise²¹ ou quand les élections s'éloignent. Cette opposition – et cette hiérarchie – entre l'économie et l'écologie²² est symptomatique d'une vision dépassée et irresponsable de l'écologie que portent les socialistes et la gauche productiviste dans son ensemble²³ ; vision qui nous renseigne sur l'importance qu'accordent réellement ces derniers aux questions environnementales.

Le second thème qui a permis à Nantes d'obtenir ce label – la politique des transports publics – prête tout autant à discussion mais d'une tout autre manière. Pour vanter les bienfaits des politiques publiques sur la question de la réduction de gaz à effet de serre, Nantes Métropole met régulièrement et fièrement en avant sa politique de développement des transports publics²⁴. Celle-ci est appréhendée notamment au travers d'un indicateur apparemment objectif et indiscutable : le nombre de voyages en transport public par habitant et par an.

Selon ce critère, Nantes se positionne comme la 3ème ville française²⁵. Mais à y regarder de plus près, cet indicateur pose aussi problème et peut signifier en réalité des choses totalement différentes, sinon opposées. Tout est affaire d'interprétation en fonction des aspects que l'on veut souligner. En effet, si le critère peut indiquer une réduction de la pollution automobile qu'elle suggère de prime abord (plus de fréquence de transport public = moins de voitures individuelles), elle peut aussi signifier que les gens circulent de plus en plus et donc utilisent alors davantage les transports publics, et ce, sans pour autant réduire la pollution globale.

¹⁹ « Le but du Plan d'Action Climat Territorial est de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 1 million de tonne de CO₂ avant 2025 par rapport à 2007, représentant une réduction moyenne de 55.500 TEQ CO₂ par an, une diminution de 25 % dans des émissions depuis 1990. », p. 8 du chapitre 1 « Contribution locale au changement climatique » Dossier de candidature de Nantes au label Capitale Verte Européenne.

²⁰ Voir : <http://www.telenantes.fr/Carrefour-de-l-info/2012/07/Carrefour-de-l-info2/Nantes-Capitale-Verte-europeenne-en-2013>.

²¹ La forme la plus poussée est aujourd'hui représentée par le retour en force de l'industrialisme, personnifié par le pitoyable Arnaud Montebourg, comme réponse à la crise tant au niveau national que local. Voir le dossier de la revue du Conseil Régional et la campagne de communication qui l'accompagne en ce printemps 2013.

²² Pourtant, comme le souligne Hervé Kempf, crise financière, économique, sociale et écologique sont fondamentalement liées. Voir : « Crise financière – crise écologique : interview d'Hervé Kempf » : <http://www.youtube.com/watch?v=OApHhSRcpFc>

²³ Ainsi, pour les plus hardis des socialistes, « la croissance verte » n'est intéressante que parce qu'elle est avant tout « croissance ».

²⁴ Parmi d'autres : « Les exemples de réussites ne manquent pourtant pas, en particulier, dans le domaine des déplacements (tramsways, BusWay, Chronobus, vélo, co-voiturage », in Nantes Métropole, Spécial Nantes Capitale Verte, janvier/février 2013, p. 11

²⁵ Selon le dossier fourni par Nantes Métropole pour le Label Capitale Verte Européenne.

En témoignent que les deux premières villes qui devancent Nantes sont Paris et Lyon, bien connues pour la pureté de leur air. En clair, puisque les gens sont de plus en plus mobiles, l'augmentation de la fréquence de l'usage des transports en commun et l'augmentation de la circulation automobile – et la pollution automobile qui y est liée – sont tout à fait conciliables. C'est à l'évidence le cas de l'agglomération nantaise pour qui le nombre de kilomètres de bouchons quotidiens ne cesse de progresser²⁶.

Pourtant, l'indicateur « transport public » a été l'élément clé, avec le Plan Climat, pour l'obtention du label. Non que les transports publics nantais soient sous-développés ou peu performants. Seulement, en faire un indicateur automatique à la fois de la réduction des gaz à effet de serre et de la lutte contre le réchauffement climatique, ressemble bien à une manipulation, celle-ci un peu plus fine, reconnaissons-le.

Un dernier petit exemple de cette manipulation des chiffres : dans le dossier présenté au jury, Nantes est présentée comme une ville verte où 60 % de la superficie du territoire est constituée de terres agricoles ou d'espaces verts. Vous avez bien lu : 60%. A croire que les champs et tracteurs pullulent encore dans l'agglomération nantaise ! Ce chiffre bien peu crédible pour tout-e nantais-e est en réalité, comme nous le rapporte le numéro de Nantes Métropole hors-série de février 2013 consacrée à la « Métropole de demain », le pourcentage d'espaces naturels²⁷ tenant compte « d'un large ruban exceptionnel autour de Nantes »²⁸. Ainsi, pour les transports publics, on prend comme échelle la ville de Nantes, mais pour y trouver des espaces verts, on n'hésite pas à élargir un brin l'échelle de calcul, histoire de pouvoir gonfler à l'envie la réalité « verte » de Nantes. Un détail, bien sûr, que les experts européens n'ont évidemment pas vu depuis leur bureau de Bruxelles.

Sans doute, il faudrait ainsi passer en revue tout l'argumentaire du dossier de candidature présenté par la ville de Nantes pour s'apercevoir des nombreux petits arrangements autour de « la réalité verte » de la cité ligérienne.

Des indicateurs qui permettent de cacher les problèmes de fond

Revenons un instant sur l'indicateur concernant les transports publics. Comme nous le soulignons plus haut, voir dans cet indicateur de la fréquentation des transports publics une augmentation de la mobilité des gens aurait quand même été bien plus pertinent quant à cette problématique globale de la pollution automobile.

Elle aurait mis en question cette marche forcée vers toujours plus de mobilité. Elle aurait pu même aboutir à affirmer la nécessité de réduire les déplacements des gens si on voulait diminuer significativement la pollution liée à ces déplacements. On ne vous le cache pas, cette orientation n'apparaît jamais et pour cause :

non seulement elle froisserait l'idéologie du progrès – version XIX^{ème} siècle – chère à nos élites ; mais réduire les déplacements, ce serait contraire au dogme exigeant toujours plus de circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, à la base du système économique capitaliste.

*À Nantes, c'est tous les
jours Dimanche :
le monde merveilleux des
urbanistes IKEA, de Vinci
et autres Bouygues
en somme.*



²⁶ Voir par exemple : Nantes, la ville la plus embouteillée de France !, article du Huffington Post du 09/11/2010 : http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2010/11/09/2298664_nantes-la-ville-la-plus-embouteillee-de-france.html

²⁷ Cette notion « d'espace naturel » est assez vague de façon à pouvoir gonfler facilement les chiffres.

²⁸ Nantes métropole, hors série « La métropole de demain », février 2013, p.8.

Nous sommes ici au cœur du second problème que pose cette réduction des problèmes environnementaux à une série d'indicateurs chiffrés : les problèmes de fond qui sont à l'origine de la crise écologique en sont plus ou moins discrètement évacués. Listons les sommairement : productivisme, mythe de la croissance infinie, fuite en avant dans la consommation, dictat de l'économisme, etc.

Toutes ces raisons évidentes, que l'on nomme parfois encore système capitaliste, viennent rapidement à l'esprit à tout observateur à peu près censé. Mais pas de ça chez les social-écologistes au pouvoir à Nantes. Et pour cause, cela leur poserait un vaste problème : il leur faudrait reconnaître que l'origine de la situation écologique dégradée découle directement du système socio-économique sur lequel se fondent précisément leur pouvoir. Quand on connaît la hargne et la combativité de notre ancien maire pour affronter les puissants et autres multinationales polluantes²⁹, on n'est pas près de voir ces problèmes de fond être posés dans le débat public.

Nantes ville verte ? Si, si c'est vrai...

En examinant les critères qui ont élevé Nantes au rang de Capitale verte européenne, on ne peut qu'être agacé de la mauvaise foi et de la manipulation qui en ressort. On y comprend aussi l'enjeu associé à l'obtention de ce label : créer l'illusion de répondre à l'urgence écologique pour satisfaire les attentes d'une population « inquiète », celle que cherchent à amadouer nos aménageurs de métropole en nous saturant d'une communication « verdifiante » légitimant les projets d'aménagement urbain qui n'ont vraiment d'écologique qu'un arrière-goût de tract publicitaire dégoulinant de bon sentiments et d'auto-satisfaction. Quant à ceux et celles qui, comme à Notre-Dame des Landes ou ailleurs, résistent activement à cette propagande qui sature tout l'espace démocratique, en s'opposant à cette fuite en avant dans la croissance économique – même verte –, les arguments déployés prennent soudain la forme de matraques, de gaz lacrymogènes et de condamnations pénales³⁰. ■



²⁹ On ne s'attaque pas à une entreprise qui emploie des milliers de salariés» Propos de Jean-Marc Ayrault rapportés par Françoise Verchère à propos de Total. Voir : <http://pg44.lepartidegauche.fr/index.php/francoise-verchere/828-l-cher-jean-marc-lettre-ou-verte-de-francoise-verchere-a-jean-marc-ayrault.html>

³⁰ Voir l'article d'Hervé Kempf : « La croissance à la matraque » : <http://www.reporterre.net/spip.php?article3034>

Fabuler sur demain pour faire accepter les projets d'aujourd'hui

Propagande institutionnelle: comment construire le citoyen modèle et la ville verte

L'Observatoire de la Communication et des médias affirme en 2007 que « les magazines des collectivités sont souvent ignorés, et peu d'études sont réalisées à leur sujet. À tort, car il s'agit de la première entreprise de presse française. Le bimensuel Pays de la Loire Magazine est diffusé à 1,5 millions d'exemplaires »¹. Les collectivités territoriales nantaises et ligériennes n'échappent pas à cette tendance en produisant et distribuant ainsi à leur population un nombre considérable de publications sur les politiques menées et autres projets territoriaux. Bien loin d'être un simple support d'informations citoyennes, le contenu de ces publications a en réalité pour but d'imposer un consensus autour des politiques et projets menés. Il en va ainsi pour les transformations et projets urbains actuels qui participent à la construction de la métropole nantaise. Non pas d'abord informer la population pour qu'elle puisse en débattre – et le cas échéant s'y opposer – mais travailler à imposer un consensus face aux velléités démocratiques des populations sur l'aménagement des territoires. C'est ce processus dont nous allons tenter de causer dans cet article.

Un consensus pour neutraliser l'entrée de l'aménagement des terri- toires dans l'espace démocratique

Rappelons le contexte général qui permet de situer l'enjeu de ce processus. Depuis les années 1970 et la montée des revendications environnementales, les luttes écologiques et celles de riverains mettent à mal l'hégémonie de l'Etat et des urbanistes à aménager les territoires selon leur bon vouloir². Pour ces derniers, l'entrée dans l'espace démocratique des questions d'aménagement devient un véritable casse-tête lorsque la mondialisation économique implique de transformer profondément les espaces urbains traditionnels pour en faire les acteurs désormais majeurs de cette mondialisation sous la forme

de métropole³. Dès lors, il s'agit pour les pouvoirs en place de chercher à neutraliser cette poussée démocratique⁴ en cherchant à imposer un consensus sur cette question de l'aménagement urbain.

Sur Nantes, la construction de ce consensus se développe sous une nouvelle forme singulière qui en quelque sorte mobilise le futur pour dénier le droit au présent de se questionner et de s'opposer aux orientations politiques décidées par nos aménageurs. Ainsi, les services de communication de ces différentes collectivités territoriales, toutes dominées par le pouvoir socialistes, semblent s'être entendues pour faire fonctionner de concert un nouveau dispositif rhétorique subtil autour d'une narration sur la ville de demain.

¹ Dans l'agglomération nantaise, le journal des collectivités le plus important est Nantes Métropole, bimestriel, 278 000 ex. (2007).

² Voir notamment, le livre emblématique à ce niveau : "DEGAGE !... ON AMENAGE." de J. DE LEGGE et R. LEGUEN, 1976, Editions Le Cercle d'OR.

³ Voir : Vive la métropole? Nantes Nécropole N°1, printemps 2011.

⁴ Sur la lutte poussées démocratiques vs résistance des pouvoirs, voir "La haine de la démocratie", Rancière Jacques, La Fabrique.

À Nantes Métropole, cela se nomme « Nantes en 2030 » ou encore « La métropole de demain ». Au Conseil Général, il s'agit d'imaginer la « Loire-Atlantique 2025 ». La Région des Pays-de-Loire suit le mouvement par son opération « Habiter 2050 ».

Ce dispositif discursif fonctionne en deux moments. Dans un premier moment, il s'agit de construire une narration de la « ville de demain » – ou de la métropole peu importe – reprise en boucle dans toutes ces publications locales, refermant ainsi le devenir et les potentialités du futur. Le second temps consiste, lui à reprendre la même rhétorique pour caractériser les projets de transformations urbaines, eux bien actuels. Cette inscription du présent (les projets actuels de réaménagements urbains) dans un futur fermé puisque prédéfini (« La ville de demain ») a pour effet de légitimer les projets en cours et d'y ôter toute dimension politique ou critique au présent (quels choix fait-on aujourd'hui ? Qui et comment décide-t-on du vivre ensemble ?). Comment, en effet, décider

collectivement des choix du présent puisque celui-ci est d'ores et déjà dictés par le futur ? Tel est bien le tour de passe-passe rhétorique présent dans cette narration visant à imposer un consensus autour de ces projets. C'est à l'analyse de cet dispositif discursif que vous invite ce texte à partir de l'analyse des publications locales de la métropole nantaise.

Pour ce faire, nous partirons de l'analyse du journal de Nantes Métropole sur la période Septembre 2012 à Février 2013. L'édition de Septembre-Octobre 2012 est consacrée à l'exposition « Trois scénarios pour 2030 », en Janvier-Février 2013 à « Nantes Capitale Verte » et celle publiée entre les deux, consacrée à « La métropole demain ». Ces trois dossiers – dont la synthèse est mise en encart dans ce texte – caractérisent bien le discours à partir duquel politiques et urbanistes imaginent « la ville de demain ». Nous continuerons sur la nouvelle place stratégique qu'a pris l'idée de « nature » dans la configuration métropolitaine nantaise et dans la compétition entre métropoles.

« Trois scénarios pour 2030 » : Institutional Visionaries (Break on through to the other Ville)

Dans l'édition Septembre-Octobre 2012 de Nantes Métropole, sept pages sont dédiées à l'exposition « Trois scénarios pour 2030 » (15 Octobre au 31 Décembre 2012). Elle est organisée par l'Agence d'Urbanisme de la Région Nantaise (Auran) et présente trois possibles scénarios pour la future socio-urbanistique de la ville de Nantes. Le dossier s'ouvre sur deux interviews de Jacques Degermann (« consultant indépendant ») et de Thierry Violland (directeur général de l'Auran), suivis par la description des trois scénarios. Pour ce dernier ces visions sont « une grille de lecture qui permettra aux élus de mieux décider d'un cap, de se donner collectivement les moyens d'agir en cohérence sur tout le territoire ». Le but n'étant pas selon lui « de prévoir l'avenir, mais de présenter des visions possibles de la métropole en 2030 ». Caractérisées par des questions inoffensives et complices, les deux interviews affirment que :

- a) l'agglomération Nantes Métropole s'engage dans une démarche ambitieuse, participative et enrichissant qui va servir d'exemple à bien d'autres collectivités.
- b) Nantes se démarque comme « capitale sociale », que « transcende toutes les catégories d'habitant, tous les origines sociales et professionnelles », dans une ville dynamique sur les plans culturel, économique et environnemental.
- c) Par ces projets émerge « un socle commun de valeurs partagées. Un attachement fort au territoire, à son quartier, à sa ville », et que ce projet représente une mobilisation forte des habitants, des multiples acteurs économiques, sociaux, associatifs, culturels.

Le scénario 1 s'appelle « Métropole internationalement reconnue ». Il dessine une agglomération urbaine composée par des « filières fortes et innovantes », qui transforment Nantes en un Hub international (voir Nantes Nécropole N°0) pour l'économie de la connaissance, de la technologie et de la communication, et « renforcent l'attractivité de l'agglomération ».

Ces caractéristiques sont assurées par une forte augmentation de la population et une forte modification de la forme urbanistique de la ville (« gratte-ciels de verre [...] abritées par des commerces, des bureaux et des appartements de toutes tailles pour répondre à tous, que l'on soit jeune ou vieux, riche ou pauvre, seul ou en famille »). Traits distinctifs de cette nouvelle ville sont la mixité sociale (« dans tous les quartiers, des gens de toutes origines et de tous milieux cohabitent »), la vitalité sociale (« le cœur de la métropole ne dort jamais. Ouverts toute la nuit, les lieux culturels et les bars ne désemplissent pas ») et la présence de la nature au cœur de la ville, pour compenser la densité urbaine : « les urbanistes réintroduisent du végétal sur les toits et les murs, dans la rues et sur les places [...] la nature est partout, et il n'est pas un quartier sans jardins familiaux. Le week-end, beaucoup d'habitants gagnent la périphérie de la métropole pour trouver une nature plus sauvage ».

Le scénario 2 s'appelle « Une métropole créative à tout va ! ». La nouvelle ville est présentée à travers son centre dans l'Île de Nantes, « une immense géode de verre et d'acier, truffée de capteurs climatiques », où « cet ancien bastion ouvrier des Chantiers Navals est devenu au fil des années le quartier des jeunes chefs d'entreprises », dédiée à l'innovation technologique des transports et des communications, attractive des talents qui travaillent à plusieurs d'échelles.

Le scénario 3 s'appelle « Une métropole intensément locale ». La métropole est présentée comme une société fondée sur la production et la consommation locale, sur le développement des énergies renouvelables et le recyclage. « Chaque habitant contribue à alimenter, avec ses déchets quotidiens, l'énergie de la communauté via une gigantesque réseau de chaleur fonctionnant avec la biomasse », « la qualité de vie nantaise est devenue une référence. L'investissement personnel des citoyens est important. Des débats participatifs sont organisés pour les décisions importantes de la métropole. Les habitants s'engagent dans de multiples projets participatifs et associatifs ». Les caractéristiques de cette nouvelle ville sont la solidarité parmi les citoyens (par les différents programmes associatifs), la présence d'une monnaie locale, la pré-éminence de l'organisation à l'échelle du quartier (qui « fonctionnent en quasi-autonomie ») et « limitent le déplacement en voiture », l'importance des transports collectifs et des pistes cyclables, et, surtout, « l'agriculture locale, ceinture verte périurbaine, fonctionne à plein et alimente la métropole. Les jardins partagés se déploient. Se nourrir de sa propre production est de plus en plus fréquent en ville ». ■

Nantes 2013
Ma ville aujourd'hui



Produire une narration, construire un consensus

Un lien très fort existe parmi les trois dossiers analysés ici et qui concerne le point de vue et la façon de raconter les projets pour la ville de Nantes. La caractéristique commune fondamentale est celle-ci : les trois dossiers ont de commun qu'ils constituent une narration sur la ville indépendamment de toute dimension pratique ou opérative. Il ne s'agit pas d'argumenter ou d'expliquer comment la ville de demain va se construire. Il s'agit juste d'offrir une narration, une fabulation plaisante et consensuelle de la ville visant l'adhésion affective plus que rationnelle des projets actuels de transformation de la ville.

Cette construction du consensus ne passe pas en effet par l'adhésion rationnelle aux motivations techniques, stratégiques ou encore politiques des projets. Elle passe par le fait que ces projets sont offerts comme désirables en étant directement référés à une certaine manière d'imaginer la communauté nantaise, la lectrice et le lecteur sont interpellés par les articles dans une intrigue complexe entre les différents textes

qui fait appel aux dimensions cognitives, psychologiques, affectives et relationnelles. En bref, la lectrice et le lecteur sont questionnés sur les façons dont il conçoivent l'adhésion aux valeurs de la communauté basée sur « un besoin de relations humaines, de liens interpersonnels, avec ce désir d'avoir une vie collective, de vivre ensemble ». Les dimensions du être et du vouloir être de la communauté sont présentés comme évidentes, effectivement existantes et désirables, sans critique ou contradictions, et jamais mis en question. Dans cette narration de la ville de demain, il n'y a aucune conflictualité, aucun rapport de domination ou d'oppression. Pas de classes sociales aux intérêts divergeants, pas de quartiers déshérités et mis sous surveillance policière, pas de tensions autour de crises environnementales, pas de relations genrées, ni même de racisme. Toute conflictualité est évacuée, aplatie, niée puisque Nantes est une « capitale sociale », que « transcende toutes les catégories d'habitant, tous les origines sociales et professionnelles ». Une vision béate – et dépolitisée – de la vie sociale urbaine qui ne peut que flatter nos rêves de paradis sur terre. Bref, une sorte de nouveau paradis urbain qui s'apparente davantage au village des bisounours

« La métropole de demain » : un hymne à la joie

Avec l'édition spéciale « La métropole de demain », on passe de l'exposition de scénarios potentiels à la présentation des lignes directrices d'interventions politiques. L'introduction est jointe à une interview de Gilles Retière, Maire de Rezé et Président de Nantes Métropole. Il déclare que le projet final est le résultat d'un processus de participation des habitants de l'agglomération, mené par l'Auran, caractérisé par la dimension « d'humanité » où la question du développement est cadrée dans « un besoin de relations humaines, de liens interpersonnels, avec ce désir d'avoir une vie collective, de vivre ensemble » : la force du territoire nantais serait la capacité de jouer collectif. A la suite, les lignes directrices de ce futur partagé sont présentées en chapitres :

- a. **Une métropole à la bonne échelle** : Nantes doit d'un côté « développer d'avantage ce qui fait déjà d'elle une capitale régionale, doublée d'une locomotive de la démographie, de l'économie et de l'emploi, de l'innovation de l'Ouest de la France. De l'autre, elle veut continuer à être « une métropole à taille humaine où il fait bon vivre, à la campagne comme à la ville, dans chacun de ses 24 communes, et dans chaque quartier ». On propose comme réseaux pour ces bonnes pratiques l'utilisation d'ateliers citoyens, du travail des associations, avec la coordination assurée par les différents niveaux administratifs communaux et intercommunaux. « La métropole nantaise devra conduire des projets au plus près d'elle comme au plus loin, projets à géométrie variable qui irrigueront tous les territoires alentours, de Saint-Nazaire à Brest, de la Vendée au Maine-et-Loire ».
- b. **Une métropole très nature** : « la métropole nantaise est une force de la nature, et celle-ci le rend bien. [...] la métropole nantaise comprend 62% d'espace naturels, que forme un large ruban exceptionnel autour de Nantes ». Pour renforcer ces conditions structurales on devrait renforcer la bonne gestion des déchets, la construction des

qu'à un véritable exercice de prospection dont se réclame pourtant la démarche. Faut-il encore rappeler que les visions du monde dépolitisée comme celle-ci ont pour objet de légitimer l'ordre social inégalitaire existant précisément en invisibilisant les rapports de domination et d'oppression qui la fondent. Ces caractéristiques de cette narration sur la ville de demain n'est pas sans nous rappeler ce qu'évoquait Franck Lepage : « Un philosophe aujourd'hui oublié, Herbert Marcuse, nous mettait en garde : nous ne pourrions bientôt plus critiquer efficacement le capitalisme, parce que nous n'aurions bientôt plus de mots pour le désigner négativement. 30 ans plus tard, le capitalisme s'appelle développement, la domination s'appelle partenariat, l'exploitation s'appelle gestion des ressources humaines et l'aliénation s'appelle projet. »⁵ Mais ce genre de rappels n'a évidemment pas beaucoup de place dans ce type d'opération de communication.

À travers une lecture transversale des trois dossiers, cette communauté urbaine fantasmée se raconte ainsi. Les relations d'exploitation et de mise en compétition généralisée de

l'économie libérale mondialisée deviennent par enchantement, à Nantes, « participative et coopérative », actionnaires, patrons et salariés marchant main dans la main vers un avenir radieux. Le productivisme et le consumérisme comme seule finalité humaine que promeut le système économique dominant prend les traits de « l'innovation technologique et culturelle ». L'éducation réduite à la seule formation d'une main-d'oeuvre qualifiée, en dehors de toute dimension émancipatrice, s'entend comme une ville « engagée pour l'éducation et la formation ». Les conflictualités et luttes sociales inévitables à toute société démocratique font place à une métropole « valorisant la citoyenneté active et l'esprit d'entreprise ». Les métropoles en concurrence acharnée entre elles pour capter les flux de richesses se font comme par magie « attractive, internationale et valorisant les ressources et les productions locales ».

Et last but not least, la fonctionnalisation de la nature pour la faire entrer plus avant dans la marchandisation du vivant, fera de cette ville future une ville « engagée au respect de l'environnement, de l'écologie et de la biodiversité ».

⁵ "L'Education Populaire, monsieur, ils n'en ont pas voulu !" : <http://www.scoplepave.org/1-l-education-populaire-monsieur>

éco-quartiers, des éco-bâtiments, des éco-entreprises et des éco-citoyens, aider la rencontre entre producteurs et consommateurs, favoriser l'installation de marchés de vente directe et de jardins collaboratifs dans les quartiers. « La métropole nantaise, l'urbaine et la naturelle, veulent continuer à vivre agréablement en symbiose ».

- c. Une métropole qui travaille et innove** : le développement de la métropole est guidé par les « filières innovantes » : santé, nouveaux matériaux, technologie de l'information et de la communication, environnement, construction navale, en collaboration avec les instituts de recherche de l'université de la ville. « Maître mot : la créativité [...] Création! À condition de créer des rencontres alchimiques entre artistes, chercheurs créateurs et inventeurs, et de maintenir un bouillon effervescent de talents [...] tout comme dans des secteurs éloignés des flux financiers internationaux ».
- d. Une métropole qui apprend** : les ponts entre les lieux de formation et le monde des entreprises sont assurés par une université interdisciplinaire et de nombreuses grandes écoles, dont le but est de favoriser la création des nouveaux métiers et la renaissance des métiers déclinantes.
- e. Une métropole qui lutte contre les inégalités** : « logements sociaux, services à la personne, dialogue entre générations... La métropole nantaise soutient ses habitants les plus fragiles ».
- f. Une métropole mobile** : l'objectif déclaré est de donner un « coup de frein à la voiture » par un plan de développement d'une infrastructure intermodale et intégré des transportes collectives (tramway, busway, chronobus, bus, navette fluviale), donnant privilège aux piétons et aux cyclistes. Dans ce contexte la nouvelle gare métropolitaine et l'aéroport de Notre-Dame-de-Landes sont présentés comme deux infrastructures fondamentales.
- g. Une métropole qui se redessine** : le nouveau visage de la métropole sera donné par l'attention environnemental (« le vert ») et par la centralité de la Loire sur le côté du transport, du tourisme et du paysage (« le bleu »). ■

Nantes Capitale verte : La vie en vert

L'édition de Janvier-Février 2013 célèbre la nomination de Nantes comme lauréate du label de Capitale Verte de l'Europe 2013. Parmi les motivations de cette assignation sont soulignées la politique des déplacements (transports collectifs), la gestion des déchets, la protection de la biodiversité, le patrimoine écologique de la ville : notamment l'estuaire de la Loire et les espaces naturels au centre de la métropole (« la trame verte et bleue »).

Un appel à tous les citoyens et les associations est alors lancé pour s'engager dans des projets citoyens : « Ce label de Green Capital, au-delà de la récompense, invite la métropole à être une référence, en terme notamment de qualité de vie ». Suivent la description des douze critères du label et les projets exemplaires qui justifient l'assignation du label : les travaux du Grand Carcouet et la construction éco-compatible des bâtiments de logements collectifs sociaux ; l'appel lancé en juillet 2012 pour des « projets citoyens innovants et créatifs ; les actions mises en place par les entreprises sous le projet capitale verte » (trier ses déchets, plan de déplacement interne, diagnostic thermique pour la bonne utilisation de l'énergie). Le dossier se termine avec la programmation des événements prévus pour célébrer le label. ■

Bien sûr, certain-ne-s pourront dire que nous forçons – à peine – le trait. Il ne s'agit pas de dire que ce discours sur la ville de demain est faux ou mensonger et qu'il n'est pas possible d'associer un sens différent à ces termes par lesquels est caractérisée cette ville du futur ou que tout soit rapports d'oppression et de domination : il s'agit juste d'insister sur le fait que dans la narration produite par Nantes Métropole, chaque terme possède sa connotation spécifique et n'est pas neutre. Ils sont à chaque fois investis d'un sens positif et par là-même séduisant.

Plus précisément, ces caractéristiques fonctionnent dans l'imaginaire collectif parce qu'elles sont définies au niveau non seulement du sens propre de leurs termes mais aussi et peut-être avant tout à leur niveau connotatif : des termes avec un sens négociable, ouvert et conflictuel comme éducation, culture, écologie, etc. se referment sur un sens précis à travers la narration elle-même. Le contexte et les entrelats entre les textes de ces différentes publications construisent et établissent le sens acceptable et approuvé parmi tous les sens possibles, sans les indiquer explicitement. Ils permettent alors la construction d'une communauté urbaine fantasmée où les individu-e-s ont l'impression de partager des valeurs assez vagues pour que chacun-ne-s s'y retrouvent. Mais surtout, suffisamment pour être manipulées selon les besoins du moment par ceux qui en restent les producteurs exclusifs de cette narration, à savoir avant tout, les institutions territoriales.

Enfin, cette narration est performative : l'adhésion au modèle de ville qu'elle propose implique des actions actives et cohérentes dont l'acteur principal est le citoyen au travers de la mobilisation de toutes et de tous dans la construction de la métropole. D'une part, chaque initiative est accompagnée en amont d'un dispositif de « démarche de concertation citoyenne » où il s'agit de capter des flux de paroles de la population et de les retravailler de manière à les inclure dans le sens désirée de la narration restant bien sous la coupe des services de communication. D'autre part, il s'agit de proposer en aval des dispositifs d'implication de la population où le citoyen ou la citoyenne n'est plus celui ou celle qui participe à la prise de décision collective, au débat démocratique sous ses différentes formes. Il ou elle est celui ou celle qui s'investit joyeusement dans les dispositifs de mobilisation qu'offrent grassement les institutions.

Ainsi, le citoyen qui s'identifie à cette déclinaison de la communauté nantaise traite ses déchets, utilise (en règle, évidemment) les transports en commun et les bycloo, habite dans un éco-quartier dortoir, participe à un atelier citoyen, va au marché biologique, approuve tous les projets urbains de la ville, fait les magasins la fin de semaine au centre ville, vote Parti Socialiste et, bien évidemment, est favorable au projet d'aéroport de Notre-Dames-des-Landes.

Convaincre des projets actuels à l'aide de la narration sur demain

Comme nous l'évoquions plus haut, on ne peut comprendre l'omniprésence de cette narration sur le futur dans le discours institutionnel si on ne les raccorde pas aux enjeux politiques très actuels en matière d'aménagement du territoire. En effet, loin d'être une prospective dont il se réclame pourtant, ce nouveau discours sur le futur construit une narration hégémonique à l'intérieur de laquelle les institutions vont pouvoir venir puiser, en dehors de toute dimension opérative, une rhétorique légitimante des opérations de restructuration de l'espace urbain qu'elles mettent en œuvre. Ainsi, si on regarde par exemple le magazine « Ile de Nantes » consacré au projet de rénovation urbaine de l'Ile de Nantes, on voit que le projet mis en œuvre, réel, effectif, est décrit à la population comme divisé parmi trois « parcours » : patrimoine, art & création, nature en ville. Les projets réels sont ainsi connotés par les mêmes sens décrits par les trois dossiers et la même sémantique que cette narration de la « ville de demain ». Si on s'identifie avec la narration proposée, on peut bien accepter le projet réel comme une intervention visant à valoriser le patrimoine architectural existant, favoriser l'économie créative ou encore préserver la nature.

Nantes Capital Verte : au-delà de la ville et de la campagne

Comment comprendre l'importance prise par les thèmes écologiques dans cette narration de la ville de demain ? En effet, comme nous le rappelle à foison la propagande autour de Nantes Capital Verte, la « vertitude » est devenu un élément central et stratégique du discours des pouvoirs publics. A quel niveau participe-t-elle à ce dispositif discursif ?

Sans doute, il faut voir dans les caractéristiques de « la nature » telle qu'elle est envisagée ici une dimension essentielle qui relie le présent au futur et qui lui donne donc sa place stratégique dans le dispositif discursif étudié ci-dessus : le souci écologique ne prend son sens que dans une relation au futur ; il s'agit de prendre soin de la nature parce que cela nous permettra de vivre demain. L'attribution du label est ainsi présentée non seulement comme la conséquence évidente du chemin entrepris et des projets établis au regard du « développe-

ment durable » mais surtout parce qu'elle récompense une vision écologique de la ville de demain. Là aussi, le sens de cette « nature » est tracé par la narration délinée dans l'ensemble des trois dossiers.

On en trouve la preuve en mettant en relation le dossier Nantes Capitale verte avec le contenu des deux autres. Pour le dossier Nantes Capitale Verte, la ville de Nantes a obtenu le label pour sa politique de préservation de l'environnement et de la biodiversité. Les deux autres dossiers reprennent ce thème en expliquant ce que signifie cette préservation. Le dossier « Trois scénarios pour 2030 » décline cette politique par la présence de la nature au cœur de la ville, pour compenser l'augmentation future de la densité urbaine dans un contexte caractérisé par une forte augmentation de la population et de la taille de la ville (construction de nouveaux bâtiments et quartiers) : les pouvoirs publics travaillent à une réintroduction des végétaux sur les toits et les murs, dans la rue et sur les places. Dans la ville fantasmée du futur, la nature est partout : il n'y a aucun quartier sans jardins familiaux, la « nature sauvage » quant à elle est juste après, dans la périphérie, etc.



De même, la préservation de l'environnement et de la biodiversité est contextualisée dans une certaine relation entre métropole, agriculture locale et ceinture verte périurbaine, comme un espace intégré par les transports, l'économie et les styles de consommation des citoyens (production, circulation et consommation des produits agricoles locaux). Avec cohérence, le dossier « La métropole demain » définit la métropole « très nature » ; comme une métropole

avec une bonne gestion des déchets, la construction des éco-quartiers, des éco-bâtiments, des éco-entreprises, caractérisés par la rencontre entre producteurs et consommateurs, l'installation de marchés de ventes directe et de jardins collaboratifs dans les quartiers. La nature elle-même est un facteur d'attractivité de la ville et de la production directe de profit par l'économie du tourisme (« la trame verte et bleu ») : en ce sens, le label apparaît comme la simple conséquence de la gestion du patrimoine écologique de la ville.

Plus précisément, c'est la relation nature/ville qui se trouve recomposée dans cette narration de la ville. La phrase-clé est dans le dossier « La métropole demain » : « la métropole nantaise, l'urbaine et la naturelle, veulent continuer à vivre agréablement en symbiose ». La relation entre ville et campagne est déplacée : par le passé, cette relation s'établissait par la notion d'opposition et de frontière Ville/Campagne : là où il y a campagne, il n'y a pas de ville, la ville terminant là où la campagne commence. Désormais, la relation entre ville et campagne est basée sur l'idée d'interpénétration et de co-existence : la métropole écologique est la métropole avec la campagne intégrée dedans. Les bâtiments de nouvelles technologies sont à côté des jardins pour la production agricole locale, un parc naturel est traversé par des infrastructures de transports à grande vitesse, l'aéroport est international mais écologique. Si la ville ne limite plus la campagne, la conséquence est que l'augmentation de la taille de la ville ne diminue pas l'espace de la campagne : au contraire, on peut dire que

l'augmentation de la taille de la ville « optimise » l'espace de la campagne dans les filières internationales de la métropole. Un urbanisme écologique n'est plus alors un urbanisme du tout béton, mais plutôt un urbanisme qui fonctionne le territoire selon certains critères de préservation et valorisation économique de la nature intégrée aux infrastructures métropolitaines. La mobilisation générale de la métropole ne concerne pas seulement les populations : c'est la nature elle-même qui doit s'intégrer dans les flux métropolitains !

Enrayer la narration du futur pour ré-ouvrir les possibles

Lorsque l'on parcourt les publications des collectivités territoriales, on ne peut être, tout d'abord, que dérouter et pour tout dire agacé de cette nouvelle manière à faire appel au futur pour justifier le présent. L'analyse et la compréhension de cette narration de « la ville de demain » permet d'y cerner les enjeux ; notamment autour d'une poussée démocratique sur les problématiques d'aménagement urbains. La question qui se pose alors pour lutter contre l'aménagement nos seulement des espaces sur lesquels nous vivons mais au-delà des effets directs sur nos vies doivent prendre en compte ce niveau narratif qui tend, faute d'être directement combattus, à l'hégémonie. Comment se déprendre de ce futur un peu trop alléchant ? Comment faire dérailler ce dispositif discursif qui nous invite paradoxalement à une mobilisation citoyenne ? Ce sont dans les réponses à cette question que résident assurément une partie du devenir démocratique. ■



Un Vert qui nous éclabousse tous-tes

Ou comment le label Nantes Capitale Verte contribue à intégrer les dernier-es récalcitrant-es au monde marchand !

Impossible de vivre à Nantes sans baigner dans le climat d'auto-congratulation qu'entretiennent les collectivités. Elles n'ont de cesse de nous rappeler comment, grâce à elles, Nantes est Capitale Verte. Pas une occasion n'est loupée pour se faire mousser. Du bus au tram, de la télé aux journaux, et même dans la rue, de partout on nous expose ces innombrables projets pour améliorer notre cadre de vie. L'approche des élections municipales est sans doute pour beaucoup dans cette surenchère écologiste. Mais mettre de l'Écologie à toutes les sauces semble dorénavant avoir dépassé les seuls moments prés-électoraux. Cela devient une priorité politique de premier ordre au même titre que la sécurité ou la croissance. Les puissants seraient-ils donc, en l'espace de 10 ans, devenus « propres » et œuvreraient-ils dans un esprit solidaire à l'amélioration de nos conditions de vie ? Non, les politiciens n'ont que faire du monde de demain tant qu'ils peuvent garder le pouvoir d'aujourd'hui. Sauf que le monde change et actuellement, pour garder le pouvoir, ils doivent s'adapter et eux aussi, innover.

Le pouvoir se mettrait-il au vert ?

Nous vivons dans une société en plein bouleversement. La guerre idéologique a été gagnée par le capitalisme. Chaque État, entreprise et « service public » doit à présent se plier à la « loi des marchés ». Dans ce contexte de compétitivité, pour survivre, les individu-es doivent se démarquer. Il faut être original-e, singulier-e, tout est bon pour « se vendre ». Dans la vie on ne peut désormais plus que compter sur soi et, si on a un peu de chance, son réseau social. Cette individualité maximale nous isole les un-es des autres. Derrière l'image idyllique de la « liberté individuelle » c'est bien tout sentiment d'appartenance qui s'efface. Alors, en ces temps où on ne peut plus se positionner dans une guerre des classes et où la morale a été

remplacée par une éthique individuelle, trouver un sens à la vie devient de plus en plus dur. Mais dans ce brouillard existentiel un phare brille et vous en connaissez la couleur... Il est vert ! Et oui, nos chers élus nous indiquent la voie à suivre.

S'organiser collectivement dans un but commun pourrait être, à priori, salutaire vue la situation. Mais il ne faut pas s'y tromper, si on nous laisse nous organiser, on ne nous laisse pas, par contre, développer nos propres vies. Si demain une solution à un des problèmes de la société est trouvée dans une alternative, et que cette alternative peut s'intégrer dans le capitalisme, elle sera alors reprise en main par le système. Mais si une alternative est mise en place, simplement par le peuple, sans passer par la case économie/marchande alors elle sera interdite par le système.

Les meilleurs exemples de ces mouvements se retrouvent eux aussi dans l'Écologie : faire rouler un moteur diesel à l'huile végétale est interdit et pénalisé, bien que ce puisse être des huiles usagers (huile de friture), les bio carburants sont quant à eux produits avec des huiles consommables mais réservées à ce bio-carburant. Un autre exemple pourrait être la tentative d'interdiction de purin d'ortie comme moyen de traitement des cultures. Très efficace, écologique et gratuit il ne rapporte rien contrairement aux engrais industriels aussi bio soient-ils. Pour finir si des paysan-es sèment certaines variétés de blé (anciennes et facilement multipliables) ils-es perdront leurs primes. Voilà encore un moyen de soumettre des personnes à des entreprises capitalistes et empêcher les alternatives de se développer en dehors de l'Économie de marché.



En même temps, on nous fait croire à coup de démocratie participative que l'on est acteur de nos vies. Sans cesse on est invité à « s'exprimer » sur tel ou tel projet. Ils l'ont bien compris, quand on est affairé à choisir la couleur d'un mur on ne pense pas à le détruire. Mais il ne faut pas croire qu'arriver à nous faire détourner le regard de notre condition sociale est une chose simple. En plus de la forme, un autre outil leur est bien utile : le temps. Ça ne vous aura pas échappé, leurs fameux « projets » sont, de fait, dans le futur. On nous parle du « futur » quartier, du « prochain » aéroport, de la ville « de demain » en 2030. Constamment on nous invite à regarder vers l'avant, à nous projeter. Cela est quand même bien pratique, ça nous évite de regarder « maintenant », qu'y a-t-il là où ils veulent faire un quartier ? L'aéroport actuel ne suffit-il pas ? Et ma ville comment est-elle ? Autant de questions qui, si le peuple s'en saisit, deviennent vite embarrassantes ou pire remettent en cause leurs projets...



L'Écologie, une nouvelle vie pour le Capitalisme

Le label Capitale Verte n'est pas seulement un label dont se drape les collectivités locales pour se faire mousser mais c'est également et certainement avant tout, un moyen de re-dynamiser l'Économie.

La crise actuelle est pour le capitalisme et donc les états le moment de se réorganiser. Dans le plan initial, la dé-industrialisation en occident doit laisser place aux services. Or ce marché, à défaut de clientèle, est bien moins juteux que prévu. Les entreprises qui souhaitent faire du chiffre d'affaires doivent donc adopter une stratégie économique de pointe. Internet y a contribué mais le soufflé retombe à présent. Cibler la clientèle reste donc une des meilleures stratégies.

C'est pour cela que ces dernières années nous avons vu fleurir de partout les enquêtes d'opinions, qui permettent ensuite aux entreprises de « cibler la clientèle ». Les secteurs très spécialisés ne souffrent d'ailleurs pas de la crise. L'industrie du luxe en est le parfait exemple, elle ne s'est jamais aussi bien portée. Autre phénomène fleurissant, en dehors de toute considération printanière, sont les magasins discount et autre trajets low-cost. En effet, en temps de crise, se spécialiser dans ce secteur c'est s'assurer une clientèle fidèle et toujours plus nombreuse. Mais dans cette division de la clientèle

une classe sociale, et pas des moindre, était oubliée : la classe moyenne, celle qui ralentit sa consommation, celle qui n'achète plus autant de voitures neuves ni d'appartements. Il fallait leur redonner le goût (ou du moins le besoin) de la consommation. Mais que faire manger à des cadres moyens qui ne pourront pas s'offrir de foie gras à tous les repas mais n'assumeront pas de mettre les pieds dans un Lidl ? La réponse, quand elle est arrivée sur le devant de la scène, leur sembla évidente : Du bio !



Ouf, le capitalisme peut reprendre une bouffée d'oxygène. En coloriant quelque emballages et en modifiant la recette de quelques engrais c'est tout un pan de la population qui alimentera de nouveau l'Économie. Face à ce succès, la mise au vert dépassa rapidement le milieu agro-alimentaire pour venir s'étaler dans le BTP, le vestimentaire, et même maintenant les banques et autre « services ». L'Éco-consommation se conjuga ensuite pour les pauvres notamment, dans le BTP, grâce aux arguments d'économie de facture ou dans l'alimentaire en créant du Bio-discount. L'Écologie devenant une mode, la classe bourgeoise fut aussi conquise et posséder la toute dernière voiture éco-responsable devint vite une plus-value sociale. L'Économie verte, en l'espace de quelques années s'est introduite parmi toutes les couches de la population et dans tous les secteurs afin de revitaliser un capitalisme en perte de vitesse.

Le label Nantes Capitale Verte s'inscrit totalement dans ce procédé. Effectivement, dans une région comme Nantes où l'industrialisation se fait moribonde, où il n'y a pas un grand attrait touristique et où développer des techniques de pointe ne semble pas si simple, tous les moyens pour stimuler l'Économie sont bons. Ce n'est pas pour rien qu'un travail impressionnant a été fait pour intégrer les entreprises locales au label. En effet, les entreprises peuvent participer à un soi-disant concours où, si elles sont jugées suffisamment vertes, auront le droit de recevoir le fameux label européen. Ce label en plus d'être affiché sur leur vitrine leur offrira une place publicitaire extraordinaire. En effet, une fois « élues » elles se retrouvent dans un annuaire disponible sur tous les sites internet des collectivités et de Nantes Capitale Verte. On leur offre des articles en pleine, voir double page dans Nantes Passion et autre Nantes Métropole. Elles sont sans cesse citées dans les différentes brochures éditées par les Offices du Tourisme ou lors des nombreuses conférences qui auront lieu cette année. De plus, avoir le label sésame leur donne accès à différents salons d'expositions spécialisés. Certains se situent même à un niveau international. Bref, pour une entreprise, dans un contexte d'économie morose, le label Nantes Capitale Verte est un tremplin financier extraordinaire qui ne peut pas être refusé.

Les entreprises se mettent donc toutes progressivement au vert. La communication interne nous invite sans cesse à être « responsable » pour faire telle ou telle chose car ce sera bien pour « l'environnement ». Il ne s'agit bien sûr pas de l'environnement social, mais d'un environnement écolo-capitaliste. Le travail est un nouveau secteur conquis par leur vision de l'Écologie.

Les associations : un bel outil pour le système

En dehors du travail peu de structures nous permettaient de nous retrouver collectivement notamment pour nous organiser et réfléchir ensemble. Au début du siècle dernier, à peine 30 ans après la Commune de Paris, de nombreuses personnes ont lutté à nouveau pour pouvoir s'organiser par et pour elles-mêmes. Alors, afin de calmer les esprits et pour éviter que l'on s'organise en dehors de tout cadre contrôlable le statut d'association à été créé. De nos jours les associations fleurissent de toute part. Mais l'existence de ces structures est intimement liée

aux décideurs. En choisissant la répartition des subventions et des moyens matériels, les pouvoirs publics peuvent ainsi choisir quelle association encourager. Cela est doublement intéressant pour eux. D'un côté, ils se donnent une bonne image de politiciens qui encouragent les « initiatives démocratiques » et de l'autre ils peuvent remettre leurs obligations d'élus sur le dos de bénévoles. Le social en est un très bon exemple avec des structures comme les Restos du Cœur qui se retrouvent à palier les services de l'État et à gérer une crise qu'ils n'ont pas engendrée. La culture est également un bon exemple à Nantes où Royal de Luxe se retrouve à pomper toutes les subventions alors que, bizarrement, la compagnie ressemble de plus en plus à une attraction touristique. Le téléguidage grâce aux subventions est une pratique commune. On s'en aperçoit bien quand on regarde notamment les oppositions à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

À Nantes, alors qu'il existe un nombre incroyable d'associations, notamment écologistes, très peu se positionnent contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ce n'est pas l'envie qui manque mais quand la survie des associations ne dépend que de leurs financeurs et que ces derniers, en l'occurrence le pouvoir socialiste, est porteur du projet alors elles ne peuvent se permettre de se positionner en opposition.

On comprend alors comment il est aisé pour les collectivités de se dessiner un milieu associatif politiquement partisan ou du moins non officiellement opposé...

Le pouvoir socialiste est très fort pour récupérer à sa sauce un maximum d'initiatives associatives et militantes. Mais cette récupération ne peut se faire qu'en sanctionnant ce qui est non récupéré, ce qui est hors cadre. L'Écologie est, là encore, un fabuleux outil notamment avec La Ressourcerie de l'île (anciennement Ecorev). Cette association bénéficie de bennes spéciales dans les déchetteries pour accueillir ce qui peut encore être utilisé afin de les revendre. Mais plus cette asso se développe plus les accès aux déchetteries sont sécurisés. Avant, aller récupérer des choses à la déchetterie faisait partie d'une pratique communément admise. De nos jours des personnes partent en prison pour se servir dans les bennes¹ ! Cette association a tout simplement permis à la municipalité de

reprendre le contrôle sur une pratique qu'elle ne pouvait encadrer, criminalisant une fois de plus les plus pauvres. L'habitude d'un recyclage direct et gratuit a été récupérée, là encore au travers d'une association, pour devenir un moyen alternatif et sous contrôle, de donner une deuxième vie commerciale aux objets. Il y a là un quadruple profit : rendre payant des objets qui sont des déchets, créer de l'emploi (ce qui est actuellement valorisant), « faire » de l'Écologie et développer un commerce pour les pauvres (qui allaient avant se servir directement dans les déchetteries). Enfin l'association en question devient si intéressante que des personnalités proches de la mairie comme Brigitte Ayrault, la femme de Jean-Marc, rentreront dans le conseil d'administration pour pouvoir surveiller de plus près ce qui s'y passe.



Les collectivités ne supportent pas de voir se développer des initiatives en dehors de celles qu'elles décident. Le cas des habitant-es de la rue du Colonel Boutin le montre bien. Alors qu'ils-es décident de reprendre collectivement en culture un bout de terre en friche, la mairie décide de les en expulser. Pendant ce temps, cette dernière, nous répétait en boucle comment, grâce à elle, des personnes pouvaient cultiver dans les jardins familiaux qu'elle met à disposition. Autre exemple, les « guérilla jardinières » qui ont été organisées durant des années à Nantes. Les militant-es invitaient les participant-es à planter sauvagement des graines et des plantes. Ces plantations étaient alors immédiatement enlevées par le Service des Espaces Verts. Aujourd'hui, c'est la mairie qui distribue les graines aux habitants en prenant bien soin de choisir les variétés et au passage en se donnant une bonne image.

¹ « Les voleurs de la déchetterie condamnés » publié le 12.06.2012 sur leparisien.fr

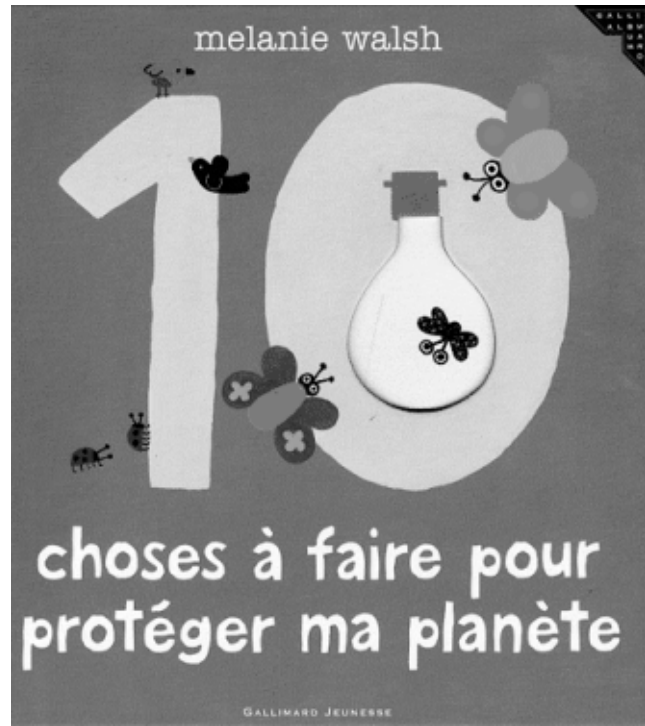
Mais quand, lors du voyage à Nantes, ce sont les Roms qui viennent se servir dans le « Tas de compost » rond point de Graslin, la Mairie s'empresse d'entourer l'œuvre d'art de grillage. Dans chaque cas il est hors de question que les individus s'auto-organisent. Pour canaliser la créativité populaire rien ne vaut donc une bonne association financée par la mairie.

Les associations sont omniprésentes dans nos vies que l'on en soit adhérent-es ou usager-es. Pas une manifestation publique ne se déroule sans qu'au moins un ou deux stands associatifs ne soient présents. Parfois elles se regroupent par dizaines lors des nombreux « marchés aux associations » et autres salons. Et là aussi, par leurs biais, on nous assène une fois de plus d'avoir les bons gestes pour la planète, d'être éco-responsable. Ce n'est pas pour rien que toutes ces associations, qui n'étaient pas forcément à portée écologique à la base, se drapent de l'uniforme vert. En ces temps de restriction budgétaire elles ne peuvent pas se permettre de voir leurs subventions diminuer. Le label Nantes Capitale Verte permet alors de garder la tête hors de l'eau en ayant des « coups de pouces financiers » ou en étant mis en avant dans les différents journaux.

Ces associations sont aussi de plus en plus présentes dans les écoles. Les enfants sont un terrain fertile pour cette idéologie. L'Écologie prend une part de plus en plus importante dans les programmes scolaires au détriment des savoirs de base. Dorénavant on n'apprend plus qu'est-ce que l'électricité, quels moyens sont mis en œuvre pour la fabriquer mais on y « apprend » comment, en éteignant son ampoule, on sauvera la planète. Le savoir de base, celui qui permet de construire son libre arbitre, de s'émanciper, disparaît au profit d'une simple propagande où l'on nous inculque le Bien et le Mal. De plus les enfants sont intégrés à des processus dits écologiques (plantation de forêt urbaine, opération de nettoyages de certains espaces, etc) alors qu'on ne leur explique pas pourquoi la ville grandit sans cesse grignotant les forêts alentour ou pourquoi, si c'est si important, il n'y a pas l'argent pour payer des personnes à nettoyer ces espaces.

Mais les enfants sont aussi vus comme des éducateurs de leurs propres parents : ayant appris les bons gestes il-es sont encouragé-es à les répercuter au sein de leur foyer. À l'École,

dans la rue, à la télé, au travail, et dans nos associations il semble de plus en plus dur de résister à cette idéologie qui voudrait nous faire croire, à coup d'empreinte carbone, que l'Écologie est un problème de gestion de la nature totalement détaché des problèmes sociaux et économiques.



L'Écologie serait un problème que l'on peut régler individuellement en se gérant mieux par un comportement « éco-citoyen responsable ». Penser l'Écologie en tant que gestion individuelle c'est penser la société comme un agglomérat d'individus, tous et toutes responsables de la même manière face aux problèmes que l'on rencontre. Voir le monde sous cet angle nous empêche une vision de classe, une vision où l'on prendrait conscience qu'il y a des dominants et des dominé-es, des possédants et des exploité-es. Une prise de conscience qui nous permettrait alors de nous rassembler pour mener nos luttes, propres, émancipatrices et qui, à terme, nous permettrait de supprimer toute forme de pouvoir. Cette appartenance à un monde de classes, nos dirigeants, eux, l'ont bien acquise. Ce n'est évidemment pas dans leurs intérêts de nous laisser avoir des espérances révolutionnaires. Ils ne se privent donc pas de nous asséner de la gestion individuelle, de la responsabilité de chacun-es, du projet de vie... Ils nous font croire que ce qui nous rend malheureux-se est de notre faute. C'est le fameux « Quand on veut on peut »...

L'Écologie contribue totalement à propager cette vision du monde. Il y a un trou dans la couche d'ozone ? On pense alors à jeter notre voiture diesel (que l'on sait réparer) pour une flambante voiture électrique. On ne pense pas que l'on pourrait plutôt jeter le capitalisme au profit d'un monde plus rationnel, où l'on a pas besoin de prendre une voiture pour aller travailler et où un sachet de thé n'a pas fait des tours d'avion ou de bateau avant d'atterrir dans notre tasse...

La définition initiale de l'écologie comme « la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est à dire, dans un sens large, la science des conditions d'existence » semble loin. Cette écologie n'a rien à voir avec leur Écologie définie par des critères objectifs, des « bons » gestes, et qui n'est qu'une doctrine intégrée et intégrante au système capitaliste. Non l'écologie ne peut pas être l'aménagement d'un bout de ce système, une notion quantifiable par la somme de bons et mauvais points.

L'écologie ne peut être pensée que comme une relation globale entre tous les êtres vivants en dehors de logique économique et de pouvoir. Nous ne pouvons pas penser le monde en séparant l'écologie des questions sociales, philosophiques et politiques sans risquer de voir alors nos idées récupérées par le système. L'écologie est une de ces multiples façons d'aborder notre monde et nous ne pouvons le faire qu'en remettant en question toutes les autres, c'est à dire en remettant entièrement en cause notre système actuel. Nous ne pouvons prétendre traiter des problèmes écologiques sans être dans une position révolutionnaire, prêt-e-s à retourner ce monde pour en inventer un nouveau.

Et si, pour commencer, on s'attaquait à leur façon de penser, à leurs idées. On pourrait se réapproprier les mots qu'ils nous ont volés et faire voler en éclat les définitions qu'ils tentent de nous imposer. Alors pourquoi pas commencer par... l'Écologie ? ■



La démocratie participative

Une idée dévoyée

Concertation, consultation, dialogue citoyen... Sous ces différents termes se cache une formidable notion : celle de la démocratie participative. Sur le papier, cette notion soulève l'idée que chacun peut prendre pleinement part aux décisions institutionnelles liées à son cadre de vie. Apparue dans les années 60, aux sein de partis de gauche et de mouvements de luttes, elle remet en cause le travail politique entre élus et citoyens. Si à ces débuts et notamment dans les années 70, la démocratie participative puise ses idées dans des formes de démocraties plus directes et d'autogestion en les appliquant directement au sein d'entreprises ou de quartiers, elle n'en demeure pas moins outil de domination pour les politiques.

Démocratie participative : naissance et développement d'une mécanique bien huilée

Ce qui à ses débuts laissait supposer une forme plus directe de démocratie (ou du moins un comblement, une manière de palier à un manque signifiant au sein de notre démocratie représentative) s'est en fait avéré être un outil institutionnel. Il faut toutefois se souvenir qu'elle donna naissance à de belles initiatives citoyennes, notamment en Amérique Latine. Un des exemples les plus marquant est celui de Porto Alegre, ville brésilienne, qui élaborera en 1989 une expérience exemplaire de budget participatif¹. L'expérience est un succès, les classes populaires se mobilisant en masse pour faire valoir leurs droits. La participation augmente d'années en années, et on assiste à une multiplication de nombreuses inspirations de cette initiative dans des municipalités brésiliennes puis latino-américaines. Porto Alegre est de ce fait un modèle fort du rôle des mouvements sociaux dans l'émergence et le renforcement de pratiques participatives. En France, l'évolution des pratiques participatives des premières initiatives des années 60 à aujourd'hui, est passée d'un mouvement de contestation politique et sociale, à une manière de faire de la participation un outil politique de domination.

Dans le contexte des 30 Glorieuses, les sentiments de délaissement, de frustration et de

révolte croissante fait émerger des luttes radicales prônant l'autogestion, mais également des formes plus coopératives/collaboratives d'investissement citoyen. Les GAM (groupes d'action municipal), premièrement fondés à Grenoble par des militants plutôt issus de catégories sociales supérieures, se forment dans le but d'avoir un poids politique au sein de leur municipalité. La collaboration voulue est telle que les GAM se multiplient dans de nombreuses villes, le leader du groupe originel prend la mairie, et contribue fortement à l'institutionnalisation du participatif². Dans les années 80, la Commission pour le développement social des quartiers permet la constitution de toute la machinerie participative tel que nous la connaissons aujourd'hui (mise en place de projets de quartiers, incitation à la création et au développement d'associations « intermédiaires » entre les citoyens et les élus...). A partir des années 90, on assiste à une multiplication des lois et des instances permettant de formaliser, d'institutionnaliser et de promouvoir les démarches participatives, si bien que cette dernière est aujourd'hui devenue une procédure, une ingénierie bien graissée au sein d'un État spectacle. Aujourd'hui, en quoi la démocratie participative sert en premier lieu la cause citoyenne? Plusieurs aspects de la machine participative mise en place, et tant prisée actuellement par les politiques, sèment le doute sur la réelle identité des bénéficiaires des actions mises en place.

¹ En 1988, le Parti des Travailleurs remporte les élections municipales de Porto Alegre, ville brésilienne d'un million et demi d'habitants alors, dans un contexte financier et politique rude. Pour faire face à cela, la nouvelle municipalité invente en 1989 un budget participatif, c'est-à-dire une nouvelle façon de déterminer les priorités budgétaires en associant les citoyens à la mise en place et à l'attribution de ces derniers. Les habitants sont ainsi invités à se réunir par quartier pour définir ce qu'ils considèrent comme étant les projets prioritaires à financer. S'ensuit une élection de délégués qui siègent au conseil du Budget Participatif se réunissant tous les mois pour finaliser la synthèse des propositions et négocier avec l'administration municipale.

² En 1965, Hubert Dubedout accède à la mairie de Grenoble après avoir constitué le premier GAM. Il présidera par la suite en 1981 la Commission pour le développement social des quartiers.

Outils institutionnels de la démocratie participative : un jeu de "DUP"

Depuis les années 90, différents textes et instances, à l'échelle nationale mais aussi européenne, instaurent des principes de consultations entre les habitants, comme la création d'une Commission Nationale du Débat Public (CNDP) en 1995, ou encore l'apparition de la loi de démocratie locale en 2002 rendant obligatoire la présence de conseils de quartiers dans les communes de plus de 80 000 habitants. Des principes émanant du haut, qui prétendent pouvoir apporter des solutions et des réponses aux problèmes et aux questionnements provenant du bas en transformant d'une certaine manière ce qui est un droit en un devoir... Cette institutionnalisation de la participation du citoyen au débat public est-elle réellement une manière de l'inclure dans le processus décisionnaire, ou plutôt de l'en éloigner d'avantage ? L'exemple le plus évident ici est bien sûr celui de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Tout commence quand, en 2000, un projet d'aéroport à NDDL datant des années 60 ressort des tiroirs d'un maire nantais, bien décidé lui aussi à faire entrer sa belle endormie dans la logique de compétitivité territoriale grandissante. Une opposition se monte, et en 2001 ses représentants déposent une saisine auprès de la Commission Nationale du Débat Public, formidable outil mis en place en 1995 pour permettre la participation du public. Durant plus de 5 mois le Débat Public est organisé. Il représente pas moins de « 16 réunions publiques, 70 heures de débat, 7 420 participants, 1 860 interventions écrites (questions, commentaires, prises de

position), dont 1 140 déposées au cours des réunions publiques, 720 par courrier, e-mail... »³. L'issue de ce débat fût bien entendu l'avis favorable au projet par la commission, obéissant à la logique des partisans qui étaient principalement représentés par les grandes collectivités territoriales (le Conseil régional des Pays de la Loire, le Conseil Général de Loire Atlantiques...), autrement dit l'Institution.

En 2006, c'est l'Enquête d'Utilité Publique qui prend le relais, avec encore une fois à la clef une Déclaration d'Utilité Publique qui paraît en 2008 et qui est « inévitablement » favorable au projet malgré la multiplication des dossiers de plus en plus pointus des opposants, malgré les efforts de ces derniers pour proposer des alternatives pouvant elles aussi être valables sans pour autant rejeter entièrement le projet... Des opposants croyant aux mots « Dialogue », « Débat », pensaient qu'en faisant ces différentes propositions elles permettraient au moins de repenser le projet d'aéroport. Car de toute manière, une Enquête d'Utilité Publique n'est ni plus ni moins qu'une personne, le commissaire-enquêteur, qui après avoir recueilli et analysé toutes les observations, rédige un rapport de conclusions donnant un avis favorable ou non au projet. Si cet avis est défavorable, ce qui arrive assez rarement, la procédure se complique, mais n'est pas pour autant remise en question.

Il faut bien comprendre qu'un projet est déposé dans le but d'être réalisé. Ce rapport (qui est celui d'une seule personne en lien étroit avec l'institution) est normalement censé représenter l'avis de nombreux individus. Cet exemple met en avant les failles de la démocratie participative telle qu'elle existe aujourd'hui. Tout n'est que simulacre, vitrine d'un gouvernement voulant faire croire qu'il est possible de donner son avis, de changer les choses. Et la voilà la formidable avancée en matière de démocratie participative ! Quand un projet soulève des protestations, des organisations spontanées de personnes désirant contester celui-ci, les institutions ont mis en place de formidables outils permettant de le faire passer malgré tout car, vous comprenez, on vous a entendu, on vous a donné la parole, on vous a permis de vous exprimer, mais bon la décision a finalement été votée : c'est ça la démocratie ! Allez, dossier suivant !



³ Chiffres issus du compte-rendu du rapport du débat public sur le projet d'aéroport Notre-Dame-Des-Landes http://www.loire-atlantique.equipement.agriculture.gouv.fr/content/download/4939/31620/file/rapport_integral.pdf.

Fossé entre la majorité citoyenne et les institutions

Il subsiste un clivage entre le peuple et le politique. Les inégalités grandissantes ne font que renforcer ce fossé entre institutions et citoyens qui, pour une grande majorité, ne se reconnaissent pas dans ses représentants, car trop éloignés socialement. Les dispositifs mis en place ne font que reproduire les mêmes inégalités plutôt que de les contrer, se contentant la plupart du temps de singer le système politique en reproduisant ces formes à une autre échelle, avec les mêmes problèmes de représentativité des personnes mobilisées. A Nantes, la démocratie participative s'appelle Dialogue Citoyen, dont les objectifs ont été posés par la conception d'une Charte du dialogue citoyen « écrite grâce à la collaboration de membres d'associations, d'agents municipaux et d'élus de la ville »⁴. Il se compose des conseils de quartiers, et « d'autres instances de dialogue, donnant la parole à un public spécifique »⁵ : le conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers, le conseil nantais de la jeunesse et le conseil nantais des personnes handicapés. On voit que les non-citoyens possèdent leur propre conseil leur donnant ainsi une visibilité et le droit de citer, mais dans un cadre accentuant une distinction, voire une distanciation du reste des citoyens, avec un discours bien spécifique pour attirer chacun des publics visés⁶. Une distanciation qui souligne le fait que la démocratie citoyenne est accessible au citoyen,

celui qui a le droit de citer au sein de l'institution, mais que la ville accorde aussi un bout de la vitrine à ces « publics spécifiques ».

Les conseils de quartiers se composent essentiellement de représentants municipaux, d'associations et de quelques citoyens se sentant vaguement concernés par les thèmes définis et proposés par la ville (ateliers précis sur des quartiers spécifiques), parfois très éloignés des problèmes réels des habitants. Ces associations, groupes d'habitants, organismes quelconques, ne peuvent que jouer le jeu qu'on leur propose. Cela remet donc en question leur réelle représentativité et les met inévitablement en porte-à-faux face aux instances décisionnaires qui ont le pouvoir de décision en dernier lieu. Les initiatives des associations présentes sont ainsi récupérées au profit de l'image du spectacle politique: « Il y a de l'avis dans votre quartier ! »⁷, un avis dont les conditions ont été posées au sein d'une charte que les premiers concernés n'ont de toute manière pas définie eux-mêmes. Il ne peut que s'ensuivre un désintérêt pour ces dispositifs censés donner une part dans la prise de décisions, mais qui sont bien sûr elles aussi une vitrine.

On peut supposer sans exagérer que ce désintérêt pour les processus participatifs mis en place est prévu et voulu par les instances décisionnaires. Il en découle une forme de sélection mise en place, mettant le citoyen lambda dans une situation d'ignorance pour pouvoir participer pleinement aux débats publics.



⁴ Charte du dialogue citoyen <http://www.nantes.fr/files/PDF/Publications/02-VDN/proximit%C3%A9/Charte%20dialogue%20citoyen/Chartedialoguecitoyen.pdf>

⁵ Idem

⁶ Notamment à grand coup de points d'exclamation et autre renvoi sur les pages de réseaux sociaux pour le conseil nantais de la jeunesse, ou encore d'éloges sur la « politique volontariste en faveur de l'intégration et de la lutte contre les discriminations » de la ville. Cf <http://www.nantes.fr/home/a-vous-nantes/dialogue-citoyen.html>

⁷ Slogan issu d'une campagne de propagande de la ville de Nantes pour inciter les habitants à s'inscrire au conseil de quartier, octobre 2012

Dans le dédale sémantique et visuel de la démocratie participative

La démocratie participative revêt différentes formes plus ou moins influentes : référendum national, budget participatif, jurys citoyens, débat public qui peut aller de la simple consultation à la concertation, avec dans sa forme la plus développée en matière de participation la codécision (bien que cette forme n'ait pratiquement jamais été appliquée)... L'engouement des politiques actuelles pour les démarches participatives fait surgir une multitude de termes pour les désigner. Ils changent d'une commune à l'autre, sans pour autant définir le sens réel qu'elles sous-tendent, et donc l'impact qu'elles auront de manière concrète. Par exemple, la consultation désigne la récolte d'avis extérieurs aux instances décisionnelles, tandis que la concertation implique un travail de fond en amont, animé par des débats entre citoyens et institutions. Ces formes n'impliquent pas pour autant que les avis des citoyens soient réellement pris en compte, l'institution restant maîtresse des décisions.

Au Dialogue citoyen nantais s'ajoutent des formes parallèles plus ou moins ponctuelles liées aux grands projets de la ville, en prenant la forme d'événements, d'expositions... Nous sommes au paroxysme du spectacle de la démocratie participative que la ville maîtrise si bien, comme par exemple, « Ma Ville Demain-Nantes

2030 ». La démarche présente la participation comme « une réelle occasion de coproduction du projet avec la population » visant « à donner à tous la possibilité de participer, à favoriser la diversité des points de vue, à aller chercher l'expression de ceux qui se sentent éloignés du débat public, et enfin favoriser la production collective et délibérative de points de vue »⁸. Le terme « coproduction » est régulièrement mis en avant dans cette démarche, bien que celle-ci se présente sous la forme « d'un vaste projet de consultation », ayant « pour objectif de construire une vision collective de la métropole nantaise à l'horizon 2030 »⁹. Coproduire, c'est produire ensemble, en l'occurrence avec les habitants. La démarche « Ma ville demain-Nantes 2030 » s'est attachée à recueillir et à analyser les avis de différents habitants dans le but de produire les trois fameuses visions de la ville de demain, qui ont été exposées du 15 Octobre au 23 Décembre 2012 sur l'île de Nantes. Il s'agit donc bien de ces trois propositions qui sont « co-produites ». Le discours est alors ambigu, Nantes Métropole joue sur les mots comme il « joue le jeu de la démocratie participative » en affirmant que « cela s'appelle la "coproduction" des politiques publiques »¹⁰. Ainsi on assiste à une multiplication d'initiatives auxquelles sont conviées les citoyennes, sans leur expliquer concrètement ce que cela implique, quel sera leur rôle dans les prises de décisions, s'ils ont ou non une quelconque importance dans ces dernières. On peut alors se demander à quoi sert réellement ces initiatives participatives : aux



⁸ Entretien de Thierry Violland, Directeur général de l'AURAN (Agence d'Urbanisme de la Région Nantaise) et coordinateur de la démarche « Ma Ville demain, inventons la métropole nantaise de 2030 » dans l'article « Ma ville demain, e-démocratie à la nantaise », blog Communes.com <http://blogfr.communes.com/ma-ville-demain-e-democratie-a-la-nantaise.html>

⁹ Idem.

¹⁰ Article « La métropole participative », [nantesgreencapital.fr](http://www.nantesgreencapital.fr/fr/vivre-a-nantes/la-metropole-participative) <http://www.nantesgreencapital.fr/fr/vivre-a-nantes/la-metropole-participative>

réalités de vie des habitants, ou au rayonnement des institutions qui s'enorgueillissent d'offrir la parole aux citoyens et ainsi de « l'impliquer » dans la vie de sa commune ? De même que les mots employés pour désigner ces pratiques, les différents supports visuels de communication censés permettre une meilleure participation du citoyen jouent eux aussi la carte de l'ambiguïté. Dans une réunion de concertation qui présente un projet de transformation urbaine au sein d'un quartier, une ou des personnes représentant la commune, accompagnées de représentants du bureau d'études chargés de mener le projet, commencent par présenter une série de tableaux, schémas, cartographies, ... du projet et ses avancées. Autant de supports de communications qui sont balancés tels quels à des personnes n'en connaissant pas forcément les codes de lecture.

La démocratie participative est aujourd'hui une idée vendeuse contribuant à la bonne image du politique et servant avant tout ses propres intérêts.

Ainsi la démarche participative se heurte à un système de communication hermétique. Il serait bien de s'interroger sur les outils mis en œuvre pour permettre à la démocratie participative de se faire de manière concrète. Encore une fois, à qui profite ces moyens de communiquer un projet ? N'est-ce pas, sous la couverture de la transparence prônée par les institutions concernant les grands projets urbains, une manière de conserver le monopole décisionnaire en communiquant ces derniers de la sorte ? Ne devraient-elles pas mettre en place des outils permettant d'apporter les codes de lectures de ces supports de communication, autrement dit de favoriser la participation ? Ainsi autant de termes et de supports de communication qui, au lieu de permettre la soi-disant vocation participative de ces initiatives, ne fait que la rendre incompréhensible et inaccessible aux citoyens.

La démocratie participative est aujourd'hui une idée vendeuse contribuant à la bonne image du politique et servant avant tout ses propres intérêts. Mettre en place une démarche participative au sein d'un quartier permet non seulement de soigner son apparence auprès de l'électorat, mais également et surtout de mieux faire passer la pilule sur des projets agissant directement sur la vie des habitants d'un quartier sans que ces derniers ne soient complètement en accord avec.

**LA DICTATURE C'EST
FERME TA GUEULE**



**LA DÉMOCRATIE
C'EST CAUSE TOUJOURS**

La mise en place d'initiatives participatives donne un ersatz de pouvoir, l'illusion d'avoir une certaine influence sur les décisions institutionnelles. Or c'est un leurre. Ici la question de l'échelle est à ce poser : faire participer un groupe de personnes restreint sur des prises de décisions à une échelle réduite (celle de leur immeuble, de leur rue, à la limite de leur quartier et encore...) semble encore possible, mais à l'échelle d'une ville, d'une région, voire nationale (n'ayons pas peur de la grande échelle), la participation dans sa forme actuelle est forcément un simulacre. Les institutions le savent et l'utilisent comme telle sans aucune gêne, néanmoins sans être claires sur les moyens et les fins de ces initiatives. Ainsi au grand spectacle de la démocratie participatif, les acteurs principaux ne sont pas toujours ceux que l'ont croit... Cette façon de gouverner basée sur des astuces vicieuses, tromperies et autres entourloupes est digne de pouvoirs dictatoriaux et serait facilement dénoncée par les mêmes « démocrates » qui l'appliquent chez nous. ■

Vitesse :

La capitulation du temps

La vitesse est quelque chose qui a progressé à travers les âges. C'est une recherche que fait l'humanité depuis toujours. C'est en partie ce qui a poussé à la domestication animale, c'est ce qui a poussé à la recherche des techniques, puis celle de la mécanique et pour ces 6 dernières décennies à la recherche technologique. Bien sûr toutes ces recherches n'avaient pas pour seul but la vitesse, mais aussi l'économie d'énergie, la rentabilité, etc. La vitesse n'est pas seulement question de déplacement, mais c'est aussi la vitesse de communication, la vitesse de production et la vitesse de « penser » qui sont en jeu ; le concept de vitesse nous entoure au quotidien dans plein de choses. L'accélération ne laisse pas l'individu indifférent, la notion de vitesse et ce qu'elle contient a toujours modifié la pensée humaine et l'organisation sociale. La longueur de ce texte fait qu'il est découpé en deux parties, l'une dans ce numéro, l'autre sera dans le suivant. La deuxième partie porte sur la vitesse au sein du déplacement.

1 De la technique à la technologie.

1.1 La vitesse de production

L'industrie a ouvert la voie à la production rapide et de masse d'objets manufacturés. À cette époque c'est un nouveau mode de produire qui apparaît, et avec lui un nouveau travailleur. Le capitalisme crée un mode de production rapide et rentable, basé sur l'exploitation maximum du travailleur. L'ouvrier ne travaille plus pour lui, chez lui, ou même pour produire des choses qu'il utilisera lui. Non, comme le dit André Gorz le travailleur devient « un simple accessoire de la machine ; on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus vite apprise, la plus monotone. ». André Gorz nous montre comment la vitesse de production, et la rentabilité n'ont été qu'à des fins capitalistes, et non comme on chercherait aujourd'hui à nous le faire croire comme un moyen de produire plus à des moindres frais et avec une plus grande économie d'énergie humaine.

Cette transformation de l'organisation du travail a créé une modification profonde de la société : « Ainsi, la rationalisation économique du travail n'a pas consisté simplement à rendre plus méthodiques et mieux adaptées à leur but des activités productives préexistantes. Ce fut une révolution, une subversion du mode de vie, des valeurs, des rapports sociaux et à la nature, l'invention au plein sens du terme de quelque chose qui n'avait encore jamais existé. L'activité productive était coupée de son sens, de ses motivations et de son objet pour devenir le simple

moyen de gagner un salaire. Elle cessait de faire partie de la vie pour devenir le moyen de « gagner sa vie ». Le temps de travail et le temps de vivre étaient disjoints ; le travail, ses outils, ses produits acquéraient une réalité séparée de celle du travailleur et relevaient de décisions étrangères. La satisfaction « d'œuvrer » en commun et le plaisir de « faire » étaient supprimés au profit des seules satisfactions que peut acheter l'argent.



Autrement dit, le travail concret n'a pu être transformé en ce que Marx appellera le « travail abstrait » qu'en faisant naître à la place de l'ouvrier-producteur le travailleur-consommateur : c'est-à-dire l'individu social qui ne produit rien de ce qu'il consomme et ne consomme rien de ce qu'il produit, le but essentiel du travail est de gagner de quoi acheter des marchandises produites et définies par la machine sociale dans son ensemble ».

L'ouvrier ne travaille plus pour lui, ou pour produire quelque chose dont il aurait besoin, ou encore quelque chose qu'il pourrait échanger avec un autre producteur, non il travaille pour quelqu'un qui a un regard total sur la production. Bien sûr l'ouvrier sera sous-payé par rapport aux bénéfices qu'il génère, le forçant ainsi à travailler beaucoup pour pouvoir survivre dans le monde. Le temps de travail est passé de : « combien de temps dois-je travailler pour survivre ? » à « combien de temps dois-je travailler pour gagner l'argent qui me permettra d'acheter de quoi survivre ? ». Et c'est là une bien grande différence puisque l'argent qui est gagné, soit le salaire, est décidé par un patron bien peu à même de partager les bénéfices générés par la vente de la production (la plus value). « La répugnance des ouvriers à fournir jour après jour une journée de travail entière fut la cause principale de la faillite des premières fabriques ». La bourgeoisie imputait cette répugnance à la « paresse » et à « l'indolence ». Elle ne voyait d'autre moyen d'en venir à bout que « de payer des salaires si faibles qu'il fallût peiner une bonne dizaine d'heures par jour tout au long de la semaine pour gagner sa subsistance ».

Voilà comment avec la vitesse de production nous sommes passés d'un travail d'intérêt direct à un travail abstrait. Or c'est ce mouvement qui est présenté aujourd'hui comme salvateur pour l'humanité, c'est cette industrialisation qui serait à l'origine de l'amélioration de condition de vie occidentale. Mais ça a surtout été un moyen d'asservissement du sujet au capitalisme et à la consommation.

1.2 vitesse, progrès, et liberté

Depuis la seconde guerre, et dans la logique de ce qui est décrit au dessus, on nous vend le progrès comme un moyen d'aller plus vite, en se fatiguant moins. Super on va pouvoir travailler moins...

Durant toutes les Trente Glorieuses on nous a vendu le progrès, on nous l'a vendu dans la pub, on nous l'a vendu sous forme matérielle. On nous a promis plus de liberté, on nous a même promis « la Liberté » avec ces objets. On n'oubliera pas dans les années 50 la campagne de pub : « Moulinex libère la femme ». C'est aussi l'électricité qui en arrivant dans les foyers va permettre l'entrée de ces objets dans les maisons. Il n'a pas été des plus simples pour le

capitalisme de développer la possession privée d'objet manufacturé. Avant 68 les schémas de classes sociales étaient très en force, il n'existait que trois classes : les prolétaires, les artisans / agriculteurs et les bourgeois. Ces classes étaient empreintes d'une forte culture commune mais aussi d'une grande part de fierté. L'acquisition de matériel, particulièrement cher à cette époque, était perçue comme un changement de classe, une trahison. C'était le cas pour des objets tels qu'une voiture, une machine à laver, etc. Il faudra attendre les années 70 et la création de la classe moyenne pour que ces acquisitions passent dans le quotidien de plein de personnes.



C'est d'une part le développement du secteur tertiaire (de l'économie de service) qui va nourrir la naissance de la classe moyenne, et d'autre part l'introduction du crédit qui va permettre l'accession à la possession matérielle. La fierté d'appartenir à une classe prolétaire se transforme en une forme de honte. La croyance dans l'ascenseur social fait croire que la classe laborieuse allait disparaître. Le nouveau travailleur doit pour ne pas apparaître comme prolétaire afficher son nouveau statut, et le plus simple pour faire cela sera d'afficher une possession matérielle. Petit à petit ce besoin d'afficher une possession matérielle se transformera en compétition à l'accumulation d'objets de plus en plus récents et modernes. Le capitalisme a gagné : les objets rentreront dans tous les foyers, la production accélérera, et la pensée même des travailleurs sera modifiée.



La honte de posséder ces objets à été remplacée par une valorisation de l'individu qui les possède, puis lentement ce type de propriété est devenu la valeur sociale de l'individu forçant celui-ci à consommer pour exister. Là encore André Gorz nous le montre clairement : « La rationalisation économique du travail aura donc raison de l'antique idée de liberté et d'autonomie existentielle. Elle fait surgir l'individu qui, aliéné dans son travail, le sera aussi, nécessairement, dans ses consommations et, finalement dans ses besoins. »

La vitesse qu'elle soit au sein de la production ou au sein du foyer dans la réalisation des tâches a certes diminué la pénibilité de celles-ci, mais le système capitaliste, avec ses acteurs a su garder une main mise sur l'évolution que cette révolution industrielle a créé. Il ont su garder l'individu aliéné et dépendant. De plus, et sous couvert d'amélioration et de mode, ces objets ont subi une nette diminution de qualité. Il ne faudrait pas qu'un objet puissent servir trop longtemps sans quoi il n'y aurait nul besoin de continuer à en produire et donc nul besoin que les travailleuses ne continuent à produire. La vitesse qui est promise au travers d'objets ne fait pas gagner de temps aux personnes qui décident de l'acquérir. Le temps gagné grâce à l'objet est, pour le prolétaire en tous cas, passé à travailler pour pouvoir acheter ces objets. Car bien sûr si l'on produit en masse des objets il faut aussi que des personnes les achètent en masse. Le capitalisme et les patrons augmenteront donc les salaires pour que ces objets puissent être achetés, mais tous ne seront pas accessibles à

tous-tes car il est important de maintenir des différences pour nourrir la compétition.

Tous ce mouvement aura aussi pour conséquence de détruire tout un tissu social, qui avant avait ses solidarités, ses partages, et sa culture. Cet éclatement aura pour conséquence d'enfermer les personnes sur leur espace privé, les renvoyant ainsi à leur solitude. Solitude qui elle aussi ce comblera par une possession matérielle et des dynamiques de consommation.

1.3 les technologies

L'arrivée dans les années 90 des technologies dans les foyer a créé une nouvelle révolution industrielle, et donc sociale. L'argument de la vitesse, et du progrès ont bien sûr été remis au goût du jour. On nous a vendu des ordinateurs, qu'il faut toujours de plus en plus puissants pour faire fonctionner des programmes toujours plus lourds. On nous a vendu des téléphones portables, appendices devenus presque indispensables pour survivre dans la société. Le téléphone portable et le mail sont maintenant demandés partout. L'ère de l'immédiateté est arrivée. On doit être joignable partout tout le temps, on doit pouvoir répondre vite. Ceci fait de nous des êtres désorganisés. Désorganisés puisque tous ce qui est prévu à l'avance peut être modifié sur minute par un simple coup de téléphone, par un envoi de mail (qui lui aussi arrive sur le téléphone).

Ceci fait de nous des êtres disponibles. Pour trouver un emploi il est nécessaire d'avoir un portable pour que le patron puisse nous joindre pour nous inviter à venir à un entretien d'embauche. Une simple ligne fixe ne suffit plus, c'est ce que vous disent certains patrons, c'est aussi ce que vous dit pôle-emploi. Ces nouvelles technologies de communication nous empêchent d'échanger réellement et profondément car nous n'avons pas le temps pour ça (le téléphone sonnait quand il veut et comme nous devons toujours être joignables nous choisissons peu le moment de communication ce qui réduit la disponibilité à cette communication), les textos nous empêchent de bien écrire et d'écrire vraiment, les emails sont impersonnels, facebook ne nous invite que peu à avoir une vie sociale dans le monde réel et fait craindre la publicisation de la vie privée,... Les technologies de communication réduisent globalement nos échanges à des choses plus factices. L'immédiateté de la communication à distance nous pousse à aller au

plus important. Nous réduisons nos échanges par les machines à des conclusions sans trop prendre soin de montrer la route qui nous y a mené. Les technologies au final appauvrissent nos échanges, et nos regards sur le monde.

Le téléphone portable nous rend ainsi esclave du monde social et commercial. La vie privée n'existe plus, vous devez être disponible à l'autre, et à la consommation.

Sous le prétexte de la vitesse on nous pousse à changer et d'ordi et de téléphone régulièrement, nous y gagnons une plus value narcissique et sociale, nous y perdons une grande part de notre liberté. Mais là encore la pub nous vend l'inverse : « surfer en toute liberté », « il a Free, il a tout compris » etc. La technologie vient dominer notre monde et remplir tous les espaces.

Même notre corps devient un terrain d'expérimentation avec des puces sous-cutanées qui communiquent des informations lors du passages devant des bornes, notre passeport parle tout seul et est lisible à plusieurs mètres de distance, nos clefs se transforment en badge magnétique, notre ticket de transport en commun en une carte sans contact (notamment avec son arrivée prochaine dans les transports en communs nantais), et tout ça grâce à la technologie RFID (Radio Fréquence Identification). Encore une fois l'argument de vente et de distribution c'est la vitesse, la vitesse car il n'y a plus besoin de contact pour la lecture de la puce, la vitesse parce qu'une puce ça parle aux ordi alors qu'un papier il faut le lire, puis entrer les données dans un ordi, etc, etc.

Mais ces technologies de communications sont aussi des moyens de surveillance : Il est aujourd'hui possible d'avoir son ticket de transport dans son téléphone, le téléphone est en train de devenir un moyen de paiement, il fait GPS et dénonce où se trouvent vos ami-e-s. C'est autant d'applications qui localisent votre position, retiennent ce que vous achetez, enregistrent vos habitudes de déplacements, vous permettent de recevoir des pubs personnalisées suivant vos

habitudes, et bien sûr permettent pour qui le veut (moyennant quelques dizaines d'euros) de vous pister où que vous alliez, de vous écouter lors de vos communications, de voir les sms que vous envoyez/-recevez, et même ce qui ce passe dans la pièce où se trouve votre téléphone grâce aux écoutes passives.

Ces options sont soit des applications que vous offre votre téléphone ou des entreprises, soit des logiciels espions en vente libre sur internet. les puces RFID sont elles aussi un moyen de renseignement pour les entreprises,

elle aussi permettent d'enregistrer vos habitudes, vos déplacements etc. De plus l'argument de la vitesse est tendancieux car l'apprentissage nécessaire à l'utilisation de ces nouvelles technologies, leur maintenance (installation de logiciel, mise à jour, nouveau logiciel, etc), et leur mise en route prend un temps faramineux. D'après l'insee, en 2011, la moyenne de temps passé devant un écran (télé ou ordinateur) était de 2h30 par jour, ceci ne prend pas en compte le temps passé

devant l'écran de son téléphone pour envoyer des textos, etc.

De là deux questions s'imposent à moi : Faisons-nous beaucoup plus de choses durant ces 2H30 devant un ordi qu'avant d'avoir ces outils chez nous ? Et sommes-nous plus rapides à exécuter et créer avec un ordi qu'autrement ? Les nouvelles technologies ont aussi fait entrer le travail dans notre vie privée. Les employeurs contrôlent ce qui se passe sur les pages facebook de leurs employés (n'hésitant pas à porter plainte ou à licencier des employés qui les critiqueraient). En outre il est de plus en plus de personnes qui rapportent du travail à la maison sur leur ordinateur, et c'est sans compter les mails professionnels qui arrivent sur votre boîte personnelle et qui seront lus le soir. Nous n'oublions pas non plus les groupes facebook liés à des équipes de travail, les listes internet des entreprises, etc. Ce mouvement tend à faire de nous des êtres disponibles pour le travail en permanence.

*Même notre corps
devient un terrain
d'expérimentation avec
des puces sous-cutanées
qui communiquent des
informations lors du
passages devant
des bornes*



Pour finir les nouvelles technologies de communication nous abrutissent, car il est soit-disant facile de trouver une information (bien sûr immédiatement) sur le net ou autres en trois clics, et ainsi nous nous laissons porter par la technologie. Nous n'apprenons plus les choses mais juste à utiliser la technologie. Nous ne connaissons plus de numéro de téléphone, nous ne connaissons plus la route que nous prenons pour nous rendre quelque part (le GPS s'en charge), nous n'apprenons plus qu'à trouver l'information grâce aux technologies, et là est la plus grande part de l'aliénation, car lorsque les technologies tombent en panne alors nous nous retrouvons bien démunis... Qui n'a pas perdu tout son carnet d'adresse mail, ou son répertoire téléphonique, ou encore un quelconque mémoire et/ou rapport de stages qui était sur un ordi ? Qui n'a pas perdu un pan de sa vie avec la disparition d'un quelconque objet technologique de son quotidien ? Et c'est ça alors la simplicité et la vitesse ?

Nous ne vivons pas le présent, mais nous regardons/espérons/créons le futur proche. Ce qui va se passer est plus important que ce qui se passe, et quand ce futur devient présent il est déjà remplacé par un autre futur. Les

technologies ont changés profondément notre mode de penser et de regarder les choses. Elles nous ont encore plus enfoncé dans l'aliénation de la consommation, et dans la dépendance à un système où l'humain ne peut plus fabriquer et gérer les choses à une petite échelle sociale et donc être autonome et non assouvi.

Conclusion

La vitesse nous a aliéné, que ce soit par les chaînes de production, la dépendance aux outils technologiques, ou le rapport au temps induit par les nouveaux types d'échanges. Mais il est presque impossible de faire sans tous ces outils, nous avons oublié, et perdu les savoirs qui avant permettaient de vivre sans ces objets. Et nous nous retrouvons bien coincés lorsque ces technologies ne fonctionnent plus. Or ces technologies sont bien plus à même de tomber en panne que les anciens systèmes mécaniques qui de surcroît étaient plus faciles à réparer. Ceci est dû à la miniaturisation et à la volonté qu'ont les constructeurs de faire des produits qui seront remplacés dans un court laps de temps, pour booster la croissance et l'économie, pour renforcer le capitalisme, pour pousser les personnes à continuer de consommer toujours plus.

Tous est fait pour nous pousser dans les bras de la technologie, on ne nous vend plus d'objets, aussi simples soient-ils, sans technologie. Que ce soit les voitures qui sont obligées d'être raccordées à un ordinateur pour être réparées ou un téléphone fixe qui ne soit pas sans fil, une cafetière ou une machine à coudre qui ne serait pas programmable, un appareil photo qui ne serait pas numérique, etc etc. Mais, même s'il a été vendeur, l'argument de la vitesse est un leurre. Notre temps est juste accaparé autrement. Avant le temps était passé à produire ce dont nous avons besoin, aujourd'hui le temps est passé à gagner l'argent pour acheter ces objets. Les technologies nous volent nos moyens de réflexions, et rendent notre privé public. Elles permettent aussi un grand contrôle de nos vies. ■



Le Collectif Nantais Contre l'Aéroport

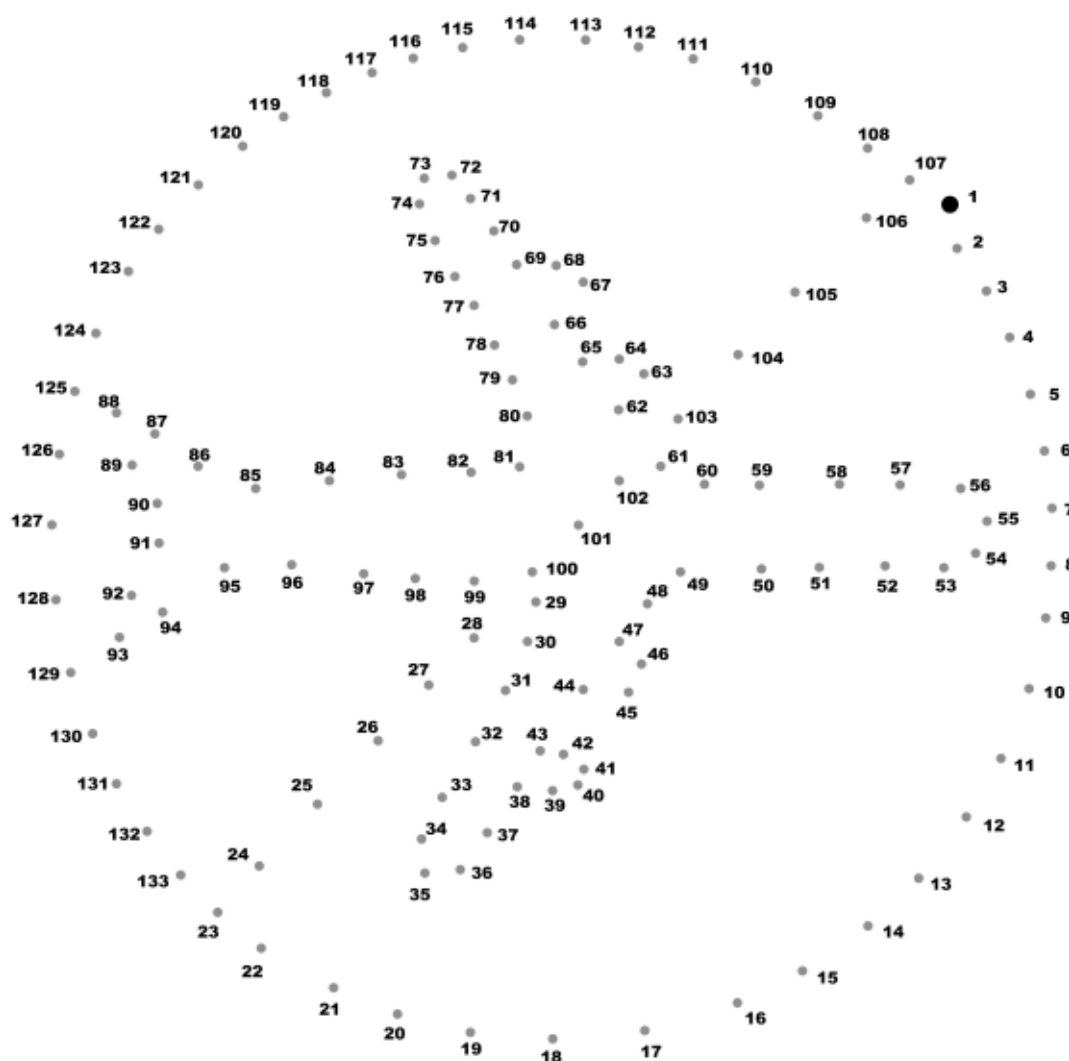
Le CNCA est un collectif Nantais présent sur la lutte de l'aéroport depuis maintenant plusieurs années. Nous nous sommes rencontrés autour de la lutte contre le projet d'aéroport. Nous souhaitons porter cette lutte au coeur de la métropole Nantaise.

Assez vite lors de nos discussions, nous nous sommes renduEs compte que la question de l'aéroport n'était qu'un maillon de projets bien plus larges. Ils touchent tous les territoires et leurs habitantEs entre Nantes et St Nazaire.

Dans un premier temps, nous avons écrit et diffusé un journal, *Nantes Nécropole n°1*, qui nous a permis de définir plus précisément nos positions politiques et mieux cerner les enjeux que représente cette organisation du territoire, voulue par quelques élites. Vous pouvez le trouver sur les tables de presse lors des manifs/actions/concerts contre le projet d'aéroport, ou le télécharger sur notre (futur) site.

Nous organisons aussi des manifestations mensuelles, dans le centre ville de Nantes, le dernier samedi de chaque mois, en développant dans le tract qui accompagne l'affiche une thématique autour de la métropole en relation avec le projet d'aéroport. Vous êtes cordialement invitéEs à nous rejoindre pour continuer cette mobilisation.

cnca@riseup.net



APPEL À DRAPEAUX

Voici un aperçu du drapeaux qui a été utilisé lors de la grande manif de réoccupation de la ZAD, le 17 novembre dernier à Notre Dame Des Landes.



Depuis cette grande manifestation et la violente opération policière qui l'a suivie (à l'image de celles qui l'ont précédées...), le combat n'a cessé de s'étendre avec la création de plus de 180 collectifs locaux.

Afin d'affirmer notre unité dans cette lutte et pour qu'elle soit visible du plus grand nombre, nous appelons toutes les personnes qui la soutiennent à imprimer massivement ce drapeau et à le diffuser chaque fois que cela est possible : lors des actions, sur les manifs, mais aussi à le coller ou l'accrocher aux fenêtres de nos logements.

Le gouvernement tente sans cesse de nous diviser entre « bon.ne.s » et « mauvais.e.s » opposant.es. Alors pour mettre à mal ces tentatives montrons notre unité avec ce drapeau !

Voici donc le lien pour trouver les 3 pochoirs A3 à imprimer qui permettent de réaliser les drapeaux :

<https://zad.nadir.org/spip.php?article597>

